

ÉTUDE DES CRÉDITS
2022-2023

**COMMISSION DES DROITS DE
LA PERSONNE ET DES DROITS
DE LA JEUNESSE**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE
L'OPPOSITION OFFICIELLE (PLQ)**

AVRIL 2022

360, rue Saint-Jacques, 2^e étage, Montréal (Québec) H2Y 1P5
Téléphone : (514) 873-5146 • 1 800 361-6477 Télécopieur : (514) 873-2373
Téléscripneur : (514) 873-2648 Web : www.cdpdj.qc.ca

Document préparé en avril 2022

Coordination

Josée Morin

Conseillère cadre stratégique

Soutien technique

Sara Mohamed Ahmed

Technicienne en administration

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE TABLE DES MATIÈRES

Demande de renseignements particuliers de l’Opposition officielle (PLQ)

| DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS | | PAGES |
|---------------------------|---|-------|
| P.1 | SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 (ET PRÉVISIONS POUR 2022-2023) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L’INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S’IL S’AGIT D’ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL, D’ENTRETIEN OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ). | 11 |
| P.2 | POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L’ANNÉE 2021-2022, INDIQUER : A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU’ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT ; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT ; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV; D. LA LISTE DES PERSONNES AYANT DÉMISSIONNÉ DE LEUR POSTE; E. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION. | 12 |
| P.6 | COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL ; INDIQUER LES RÉALISATIONS EN 2021-2022. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES. | 14 |
| P.7 | LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L’ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2021-2022. | 15 |
| P.9 | LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D’AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES EN 2021-2022. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER : A. LE MANDAT; B. LES MEMBRES; C. LE BUDGET; D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS OU AUTRES; E. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2021-2022; F. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023. | 16 |
| P.11 | NOMBRE ET POURCENTAGE D’EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR SECTEUR AU MINISTÈRE ET DANS CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2021-2022 ET COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET POUR CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D’EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS. | 21 |
| P.12 | LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2021-2022, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER. | 22 |
| P.13 | POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2021-2022 : A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS; B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX; C. L’OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS; D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN. | 23 |
| P.14 | POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2021-2022 : A. LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES; B. LES COÛTS DE CES CAMPAGNES; C. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER; D. LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE; E. LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE. | 24 |

| DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS | | PAGES |
|---------------------------|---|-------|
| P.15 | POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2021-2022 : A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES; B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES; C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉS PAR INSTANCE OU ORGANISME; D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2021-2022 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES; E. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2021-2022 AU SEIN DU CABINET DE LA MINISTRE. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES. | 25 |
| P.20 | LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLÔME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS, AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2021-2022. INDIQUER : A. LE LIEU; B. LE COÛT; C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION; D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS; E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ; F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ. | 26 |
| P.21 | POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE : A. LE NOMBRE DE RENCONTRES, DE REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS; B. LA LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER, EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE; C. LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION; D. LA LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES OU À DES CONGRÈS, ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS. | 32 |
| P.22 | POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION, LE MONTANT GLOBAL ALLOUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2021-2022 : A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION; B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES; C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ. FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME. | 32 |
| P.70 | LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2021-2022 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER : A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL; B. LA DESCRIPTION DU MANDAT ; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION; C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT ; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2022-2023 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE; E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT; F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME. | 33 |
| P.72 | LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D'AVIS, CONSULTATION, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2021-2022. | 35 |
| P.151 | STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2021-2022. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION. | 36 |
| P.152 | LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2021-2022, ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES. | 39 |
| P.153 | DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES. | 41 |
| P.154 | LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, DES COMMISSIONS SCOLAIRES, DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2022, ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI À CE JOUR. | 43 |

| DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS | | PAGES |
|---------------------------|--|-------|
| P.155 | ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS PRIVÉS AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE. | 57 |
| P.156 | NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2021-2022. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME. | 58 |
| P.157 | LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2021-2022. | 60 |
| P.158 | DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2021-2022. | 62 |
| P.159 | EFFECTIF POUR 2021-2022 ET PRÉVISIONS POUR 2022-2023, POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL. | 64 |

N.B. À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC (PLQ)**

P.1 SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 (ET PRÉVISIONS POUR 2022-2023) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L’INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S’IL S’AGIT D’ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL, D’ENTRETIEN OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

| | 2021-2022 (k\$) |
|-------------------------|-----------------|
| Logiciels | 92,7 k\$ |
| Matériel | 91,4 k\$ |
| Services professionnels | |
| Interne | - k\$ |
| Externe | 56,9 k\$ |
| CSPQ / ITQ | 33,5 k\$ |
| Total | 274,6 k\$ |

P.2 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2021-2022, INDIQUER :

- A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION;
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
- D. LA LISTE DES PERSONNES AYANT DÉMISSIONNÉ DE LEUR POSTE;
- E. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

LA COMMISSION N'A PAS DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. CEPENDANT, EN VERTU DE LA CHARTE (ARTICLE 58), LES MEMBRES SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET, EN VERTU DE L'ARTICLE 66 DE LA CHARTE, LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION.

- **ARTICLE 58** « LA COMMISSION EST COMPOSÉE DE 13 MEMBRES, DONT UN PRÉSIDENT ET DEUX VICE-PRÉSIDENTS. LES MEMBRES DE LA COMMISSION SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE. CES NOMINATIONS DOIVENT ÊTRE APPROUVÉES PAR LES DEUX TIERS DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE. »
- **ARTICLE 66** « LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS PRIS POUR L'APPLICATION DE LA PRÉSENTE CHARTE. IL PEUT, PAR DÉLÉGATION, EXERCER LES POUVOIRS DE LA COMMISSION PRÉVUS À L'ARTICLE 61, AUX DEUXIÈMES ET TROISIÈMES ALINÉAS DE L'ARTICLE 62 ET AU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 77. IL PRÉSIDE LES SÉANCES DE LA COMMISSION. »
- **PRÉSIDENTE :** TESSIER, PHILIPPE-ANDRÉ, NOMMÉ LE 28 FÉVRIER 2019 (DÉCRET 196-2019)
- **VICE-PRÉSIDENTE :** ARPIN, SUZANNE, NOMMÉE LE 10 JUIN 2019 (DÉCRET 554-2019)
- **VICE-PRÉSIDENTE :** PIERRE, MYRLANDE. NOMMÉE LE 29 JUILLET 2019 (DÉCRET 684-2019)

MEMBRES

- EL-HAGE, HABIB
- GAUVREAU, LIZETTE
- IASENZA, ISA
- LECLERCQ, MARIE-LAURE
- LEMAY, SYLVAIN
- ROY, MARTINE
- SANTORINEOS, ANNE-MARIE
- SIOUI, BRUNO
- VILLEFRANCHE, MARJORIE
- VOLLANT, NADINE

LE DÉCRET 255-88 DU 24 FÉVRIER 1988 FIXE LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL DE LA COMMISSION À UNE RÉMUNÉRATION ANNUELLE DE 4 000\$ ET DES HONORAIRES DE 200\$ PAR JOUR DE RÉUNION (100\$ PAR DEMI-JOURNÉE), À L'EXCLUSION DE TOUT MEMBRE QUI EST UN EMPLOYÉ RÉGULIER À TEMPS PLEIN D'UN ORGANISME OU D'UNE INSTITUTION DU SECTEUR PUBLIC OU PARAPUBLIC, Y COMPRIS UNE UNIVERSITÉ.

EN OUTRE, LES RÈGLES CONCERNANT LE REMBOURSEMENT DES DÉPENSES DE VOYAGE DES PRÉSIDENTS, DES VICE-PRÉSIDENTS ET DES MEMBRES DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, PRÉVUES PAR LE DÉCRET 1307-80, S'APPLIQUENT AUX MEMBRES DE LA CDPDJ. (DÉCRET 1789-80 DU 11 JUIN 1980)

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

AUCUN

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

AUCUN

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

| PRÉNOM ET NOM | TITRE | FRAIS DE VOYAGE | FRAIS DE REPAS | FRAIS DE REPRÉSENTATION |
|-------------------------|-----------------|-----------------|----------------|-------------------------|
| TESSIER, PHILIPPE-ANDRÉ | PRÉSIDENT | 2 051 \$ | 0 \$ | 1 669 \$ |
| ARPIN, SUZANNE | VICE-PRÉSIDENTE | 2 378 \$ | 0 \$ | 417 \$ |
| PIERRE, MYRLANDE | VICE-PRÉSIDENTE | 873 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| EL-HAGE, HABIB | MEMBRE | 0 \$ | 0 \$ | N/A |
| GAUVREAU, LIZETTE | MEMBRE | 0 \$ | 0 \$ | N/A |
| IASENZA, ISA | MEMBRE | 0 \$ | 0 \$ | N/A |
| LECLERCQ, MARIE-LAURE | MEMBRE | 0 \$ | 0 \$ | N/A |
| LEMAY, SYLVAIN | MEMBRE | 0 \$ | 0 \$ | N/A |
| ROY, MARTINE | MEMBRE | 0 \$ | 0 \$ | N/A |
| SANTORINEOS, ANNE-MARIE | MEMBRE | 0 \$ | 0 \$ | N/A |
| SIOUI, BRUNO | MEMBRE | 0 \$ | 0 \$ | N/A |
| VILLEFRANCHE, MARJORIE | MEMBRE | 0 \$ | 0 \$ | N/A |
| VOLLANT, NADINE | MEMBRE | 1 042 \$ | 0 \$ | N/A |

P.6 COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS EN 2021-2022. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

| ACTIVITÉS DU PLAN DIRECTEUR | DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS | DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS RÉELS | ÉCART |
|-----------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|---------------|
| ACTIVITÉS D’ENCADREMENT | 101 900.00 \$ | 93 408.33 \$ | 8 491.67 \$ |
| ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ | 1 187 000.00 \$ | 911 374.00 \$ | 275 626.00 \$ |
| PROJETS | 357 500.00 \$ | 32 324 .00\$ | 325 176.00 \$ |

P.7 LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L’ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2021-2022.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

P.9 LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D’AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES EN 2021-2022. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :

- A. LE MANDAT;
- B. LES MEMBRES;
- C. LE BUDGET;
- D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS, DE REPAS OU AUTRES;
- E. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2021-2022;
- F. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

| COMITÉ | MANDAT | MEMBRES | NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022 |
|--|---|--|-----------------------------------|
| ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS DES DROITS DE LA PERSONNE (ACCDP) | REGROUPEMENT DE DÉFENSES DES DROITS DU CANADA | PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER MYRLANDE PIERRE | 9 |
| CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES DROITS DES ENFANTS ET DES JEUNES (CCDEJ) | LE CCDEJ EST UN REGROUPEMENT DE DÉFENSEURS DES DROITS DES ENFANTS DE L’ENSEMBLE DU CANADA, DONT LE MANDAT CONSISTE À PROMOUVOIR LES DROITS DES ENFANTS ET DES JEUNES ET À FAIRE ENTENDRE LEUR VOIX. | SUZANNE ARPIN | 4 |
| COMITÉ PERMANENT SUR L’APPLICATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (LPJ) | <ul style="list-style-type: none">EXAMINER LES RECOMMANDATIONS DES DIFFÉRENTS RAPPORTS, AVIS OU COMMENTAIRES SOUMIS AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC CONCERNANT L’APPLICATION DE LA LPJ;RECOMMANDER, S’IL Y A LIEU, DES MODIFICATIONS À LA LPJ;IDENTIFIER ET RECOMMANDER LES MODIFICATIONS QUI POURRAIENT ÊTRE APPORTÉES À LA LPJ AFIN D’AMÉLIORER LA CAPACITÉ DU DIRECTEUR DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (DPJ) À INTERVENIR AUPRÈS DES FAMILLES ET DES ENFANTS EN DIFFICULTÉ EN PROPOSANT DES SOLUTIONS LÉGISLATIVES. | SUZANNE ARPIN | 6 |
| TABLE DE CONCERTATION SUR LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES (TET) D’AGRICARRIÈRES | LA TABLE DE CONCERTATION VISE À RÉPONDRE À CES OBJECTIFS CONTRIBUER À L’AMÉLIORATION ET LA PROMOTION DES CONDITIONS GLOBALES DES TET ET DES EMPLOYEURS AGRICOLES OPTIMISER LA COHÉRENCE ET L’EFFICIENCE DES SERVICES ET DES CONTRÔLES ÉTABLIR DE MEILLEURES COMMUNICATIONS ENTRE TOUS LES INTERVENANTS ASSURER UNE ACTUALISATION CONSTANTE DES PROGRAMMES SELON LES ENJEUX ÊTRE PROACTIF PAR LA RÉFLEXION DE SOLUTIONS PERTINENTES ET CONCRÈTES | MÉLISSA GOUPIL- LANDRY | 5 |
| RÉSEAU INTERUNIVERSITAIRE QUÉBÉCOIS EN ÉQUITÉ, DIVERSITÉ ET INCLUSION (RIQÉDI) | LE RIQEDI, ORGANISME À BUT NON LUCRATIF, EST UNE COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE. IL A POUR MISSION DE RASSEMBLER LES ACTEURS ET LES ACTRICES DES UNIVERSITÉS QUÉBÉCOISES QUI ONT LE MANDAT OU LE DÉSIR DE PROMOUVOIR ET D’INTÉGRER LES VALEURS D’ÉQUITÉ, DE DIVERSITÉ ET D’INCLUSION (ÉDI) AU SEIN DE LEURS INSTITUTIONS | MÉLISSA GOUPIL- LANDRY | 3 |
| RIQEDI - COMITÉ ENJEUX AUTOCHTONES | GROUPE DE TRAVAIL SUR LES RÉALITÉS DES PEUPLES AUTOCHTONES QUI VISE NOTAMMENT À RÉTABLIR LES FAITS HISTORIQUES CONCERNANT LES AUTOCHTONES AU MOYEN D’ACTIONS ET D’OUTILS DE SENSIBILISATION ET D’ÉDUCATION SENSIBILISER LA COMMUNAUTÉ UNIVERSITAIRE AUX RÉALITÉS AUTOCHTONES VALORISER ET FAVORISER L’AUTOCHTONISATION DES MILIEUX D’ENSEIGNEMENT POST-SECONDAIRES. | MÉLISSA GOUPIL- LANDRY | 4 |
| COMITÉ AVEUSEUR DE L’UQAT SUR UN MODULE DE FORMATION EN LIGNE SUR LES RÉALITÉS AUTOCHTONES | PARTICIPER À LA RÉFLEXION ET LA RÉVISION DES CONTENUS QUI SERONT INTÉGRÉS À UN NOUVEAU MODULE DE FORMATION EN LIGNE SUR LES RÉALITÉS AUTOCHTONES. | MÉLISSA GOUPIL- LANDRY | 2 |

| COMITÉ | MANDAT | MEMBRES | NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022 |
|--|---|--|-----------------------------------|
| FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE | <ul style="list-style-type: none"> • DOCUMENTER L'ÉTAT DES SERVICES DISPONIBLES, IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES ET ASSURER UNE VIGILE • PARTAGER DES INFORMATIONS À CARACTÈRE SOCIOJUDICIAIRE LIÉES AUX ENJEUX SOCIAUX ET AUX ACTIONS POUVANT ÊTRE PRISES CHEZ LES PREMIÈRES NATIONS ET LES INUITS DU QUÉBEC • FAVORISER LA CONCERTATION DES PARTENAIRES QUANT AUX ACTIONS PRISES OU À PRENDRE, EN MATIÈRE SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE, TOUT EN CONSIDÉRANT LES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES ADOPTÉES OU ENVISAGÉES PAR LE QUÉBEC DE MÊME QUE CELLES PRIVILÉGIÉES PAR LE MILIEU AUTOCHTONE ET LES ORGANISMES PARTENAIRES EN MATIÈRE DE JUSTICE • IDENTIFIER DES MESURES D'ACTION CONCRÈTES POUVANT ÊTRE MISES EN PLACE À COURT TERME ET ÉVALUER, POUR LES MESURES PLUS COMPLEXES LES RESSOURCES BUDGÉTAIRES NÉCESSAIRES POUR DONNER SUITE AUX ACTIONS PROPOSÉES. | MÉLISSA GOUPIL-LANDRY SUZANNE ARPIN | 2 |
| COALITION CONTRE LA HAINE | TABLE DE CONCERTATION MULTISECTORIELLE QUI RÉUNIT DES ORGANISMES PRÉOCCUPÉS PAR LES ENJEUX ENTOURANT LA HAINE AU QUÉBEC ET QUI PROVIENNENT DE MILIEUX DIVERS : DU COMMUNAUTAIRE, DES SECTEURS DE LA JUSTICE, DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DE LA SANTÉ, DES SERVICES SOCIAUX, DU SECTEUR PRIVÉ, ETC. | MARIE-IRIS LÉGARÉ | 1 |
| COMITÉ DES RELATIONS ENTRE INSPECTEURS ET CITOYENS-SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL | AMÉLIORER LA CONNAISSANCE DES RESPONSABLES DE LA STM SUR LES BESOINS ET LES PRÉOCCUPATIONS DE LA COLLECTIVITÉ, PARTICULIÈREMENT LES GROUPES SOUS-REPRÉSENTÉS/ENRICHIR LA PRISE DE DÉCISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (CA) ET DES DIRECTIONS CONCERNÉES SUR LES DOSSIERS ET LES QUESTIONS EN LIEN AVEC LES INSPECTEURS, LEUR RÔLE, LEUR SERVICE ET LEUR RAPPORT AVEC LA COMMUNAUTÉ. | MARIE-IRIS LÉGARÉ | 2 |
| COMITÉ D'IMPLANTATION STRATÉGIQUE DU PLAN GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES 2017-2022 | ASSURER L'IMPLANTATION ET LA COORDINATION DU PLAN GOUVERNEMENTAL | GERMAIN ROYER | 1 |
| COMITÉS RÉGIONAUX POUR L'IMPLANTATION DES PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS RÉGIONS : MONTRÉAL – CENTRE DU QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES – OUTAOUAIS – LAURENTIDES – LANAUDIÈRE – MONTÉRÉGIE – NORD DU QUÉBEC – CÔTE-NORD – BAS SAINT-LAURENT – GASPÉSIE-ESTRIE – CAPITALE NATIONALE – LAVAL- SAGUENAY LAC ST-JEAN | DÉPLOYER UN PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ RÉGIONAL PRÉVU PAR LA LOI 6. | GERMAIN ROYER | 29 |
| COMITÉ DE CONSULTATION MULTISECTORIELLE PROVINCIALE POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS - CREGES | ÉQUIPE DE CONSULTATION QUI S'ADRESSE SPÉCIFIQUEMENT AUX PROFESSIONNELS CONFRONTÉS À DES SITUATIONS COMPLEXES ET DIFFICILES DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES AFIN D'ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES. | GERMAIN ROYER | 4 |
| COMITÉ CRÉATION D'OUTILS POUR LES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET D'EXPRESSION ANGLOPHONE | <ul style="list-style-type: none"> • ILLUSTRER DES SITUATIONS DE MALTRAITANCE EN LIEN AVEC LES DROITS BAFOUÉS; • FAIRE CONNAÎTRE AUX AÎNÉS DE TOUTES COMMUNAUTÉS, LEURS DROITS; • EXPLIQUER LES POINTS IMPORTANTS DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS EN CE QUI CONCERNE LA CLIENTÈLE AÎNÉE; • SENSIBILISER AUX DIFFÉRENTES PERSPECTIVES QUANT AUX DROITS DES AÎNÉS • PRÉSENTER LES RESSOURCES ACCESSIBLES LORSQUE DES SITUATIONS DE MALTRAITANCE SURVIENNENT. | GERMAIN ROYER | 6 |
| COMITÉ SUR L'INTERSECTIONNALITÉ DANS LE TRAITEMENT DES VIOLENCES SEXUELLES JURIPOP | PARTAGE D'INFORMATIONS ET DE FAÇONS DE FAIRE, RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS, TRAITER LES PROBLÉMATIQUES ÉMERGENTES, AMÉLIORER LES PRATIQUES | GERMAIN ROYER | 2 |

| COMITÉ | MANDAT | MEMBRES | NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022 |
|--|--|--|-----------------------------------|
| GROUPE DE RECHERCHES EN INTERCULTURELLE | <p>LE GROUPE DE RECHERCHE A POUR OBJECTIF :</p> <ol style="list-style-type: none"> OFFRIR DES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES EN MATIÈRE DE FORMATION EN INTERCULTUREL CERNER LES ENJEUX ÉTHIQUES PAR RAPPORT À LA FORMATION ET SUR L'AUTORÉFLEXIVITÉ OUTILLER LES FORMATEURS EN INTERCULTUREL OFFRIR DES OUTILS POUR ÉVALUER L'IMPACT DES FORMATIONS DIRIGER LES FORMATEURS ET FUTURS FORMATEURS DANS LA MISE EN PLACE D'UNE FORMATION ÉQUILIBRÉE | RÉZA DUPUIS | 3 |
| COMITÉ DE TRAVAIL FORMATION PROFILAGE RACIAL | COMITÉ INTERINSTITUTIONNEL AYANT POUR MANDAT D'ÉTABLIR LES OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES, LA MATRICE, LE CONCEPT ET LE CONTENU D'UNE FORMATION DE 10 HEURES SUR LE PROFILAGE RACIAL | RÉZA DUPUIS | 12 |
| COMITÉ DIRECTEUR INTERINSTITUTIONNEL POUR LA PLANIFICATION D'UNE FORMATION SUR LE PROFILAGE RACIAL DESTINÉE AUX CORPS POLICIERS. | <p>PLANIFIER ET ÉLABORER UNE FORMATION-CADRE EN PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL DESTINÉE AU PERSONNEL DES ORGANISATIONS POLICIÈRES QUI PERMETTRAIT DE :</p> <ul style="list-style-type: none"> RÉPONDRE AUX RECOMMANDATIONS FORMULÉES, NOTAMMENT, PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE DU QUÉBEC ET PAR LE GROUPE D'ACTION SUR LE RACISME AINSI QU'AUX PRÉOCCUPATIONS SOULEVÉES PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE ACTUALISER LA PRATIQUE ET LA PRESTATION DES SERVICES POLICIERS DANS LE CADRE D'UNE SOCIÉTÉ PLURIELLE ET EN CONSTANTE TRANSFORMATION PROMOUVOIR UN LIEN DE CONFIANCE ENTRE LES POLICIERS ET LES COMMUNAUTÉS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE VICTIME DE PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL | <p>MYRLANDE PIERRE</p> <p>GENEVIÈVE DORAIS-BEAUREGARD</p> <p>RÉZA DUPUIS</p> | 2 |
| COMITÉ DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PL79 | <ul style="list-style-type: none"> CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DES SERVICES OFFERTS AUX FAMILLES D'ENFANTS AUTOCHTONES DISPARUS OU DÉCÉDÉS, NOTAMMENT EN MATIÈRE DE PLAINTES ET CONCERNANT L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU TRAITEMENT DES DEMANDES. | NICOLE ANNE VAUTOUR | 2 |
| GROUPE D'ACTION CONTRE LE RACISME – ACTION N°4 – RACISME DANS L'ACCÈS AU LOGEMENT (COMITÉ LOGEMENT) | <p>COMITÉ INTERINSTITUTIONNEL VISANT LA RECOMMANDATION ISSUE DU RAPPORT DU GACR DANS LA LUTTE CONTRE TOUTE DISCRIMINATION EN MATIÈRE D'HABITATION FONDÉE SUR LA RACE, LA COULEUR, L'ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE.</p> <p>OBJECTIFS :</p> <p>RENFORCER LE TRAITEMENT DES PLAINTES EN MATIÈRE DE DISCRIMINATION EN HABITATION</p> <p>MIEUX INFORMER LE PUBLIC, ET NOTAMMENT LES LOCATAIRES ET LES FUTURS LOCATAIRES, DU PROCESSUS DE PLAINTÉ</p> <p>MIEUX INFORMER LES LOCATEURS DES ENJEUX RELATIFS AU RACISME ET À LA DISCRIMINATION</p> | <p>AUDREY ASSEMAN</p> <p>MYRLANDE PIERRE</p> | 6 |
| CHAIRE DE RECHERCHE SUR LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET LA PLURALITÉ DES GENRES (2017-2022) (UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL) | FAVORISER LA MOBILISATION DES EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET PARTENARIALES DANS LA PRODUCTION DE NOUVEAUX SAVOIRS CONCERNANT LES RÉALITÉS DES PERSONNES DE MINORITÉS SEXUELLES ET DE GENRE, LES IMPACTS DES DISCRIMINATIONS ET DES DIFFÉRENTES FORMES D'EXCLUSION, DE DÉVALORISATION ET D'INFÉRIORISATION DE CES PERSONNES, AINSI QUE LES MOYENS DE LES CONTRER EFFICACEMENT | SAMUEL BLOUIN | 2 |
| COMITÉ AISEUR SUR L'ÉTAT DES INÉGALITÉS (OBSERVATOIRE QUÉBÉCOIS DES INÉGALITÉS) | COMMENTER DES PROJETS D'ÉTUDES | DANIEL DUCHARME | 1 |
| COMITÉ CONJOINT CDPDJ-OPHQ-COPHAN-AQIS-AQRIPH SUR L'INCLUSION SCOLAIRE | ÉCHANGER DES INFORMATIONS CONCERNANT LE DOSSIER DE L'INCLUSION SCOLAIRE | DANIEL DUCHARME | 2 |
| COMITÉ CONSULTATIF DU CENTRE DE RECHERCHE POUR L'INCLUSION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (CRISPESH) | CONSEILLER ET ORIENTER L'ÉQUIPE DE DIRECTION DU CRISPESH SUR LES PROJETS EN COURS DE DÉVELOPPEMENT, DE FAÇON À S'ASSURER DE LEUR PERTINENCE SOCIALE ; AGIR À TITRE D'INTERMÉDIAIRES ENTRE LA COMMUNAUTÉ ET LE CRISPESH, EN PARTICULIER POUR : SUGGÉRER DES PARTENARIATS OU DES COLLABORATIONS ET ÉVENTUELLEMENT SOUTENIR LEUR MISE EN PLACE ; DE CONTRIBUER À LA RECONNAISSANCE DU CRISPESH DANS LA COMMUNAUTÉ ET LEURS MILIEUX ET À LA DIFFUSION DES RÉSULTATS DE RECHERCHE, PRODUCTIONS SCIENTIFIQUES, OUTILS DE TRANSFERT, ÉVÉNEMENTS, ETC. | DANIEL DUCHARME | 3 |

| COMITÉ | MANDAT | MEMBRES | NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022 |
|---|---|--------------------------------|-----------------------------------|
| COMITÉ D'ÉTHIQUE DU SERVICE DE POLICE DE L'AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL | APPUYER ET AIGUIER LE COMITÉ ÉTHIQUE DU SERVICE DE POLICE DE L'AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL (SPAL) SUR LE PLAN ÉTHIQUE ET LÉGAL. | EVELYNE PEDNEAULT | 1 |
| COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE RENOUVELLEMENT DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES (SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE) | RÉVISER LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES VERS 2021 | KARINA MONTMINY JOSÉE MORIN | 4 |
| COMITÉ INTERMINISTÉRIEL PERMANENT SUR LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES (MTESS) | ASSURER LA COORDINATION DES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE PROTECTION DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES | MARIE CARPENTIER | 0 |
| COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'ACCÈS AU MARCHÉ DU TRAVAIL DES PERSONNES JUDICIAIRISÉES (MTESS) | Étudier les possibilités législatives et administratives afin d'améliorer l'accès au marché du travail des personnes ayant un casier judiciaire | GENEVIÈVE ST-LAURENT | 0 |
| COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES THÉRAPIES DE CONVERSION (BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE) | ÉLABORER UN PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LES THÉRAPIES DE CONVERSION. LE COMITÉ SERA AUSSI APPELÉ À COLLABORER À LA PRÉPARATION D'UN CADRE DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DE CE PLAN D'ACTION. | KARINA MONTMINY | 2 |
| COMITÉ DE TRAVAIL FEMMES, AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE ET LEADERSHIP (SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE) | ALIMENTER LES RÉFLEXIONS DU SCF, EN FONCTION DES EXPERTISES PROPRES À CHACUN DES MILIEUX INVITÉS ; PRODUIRE DES PISTES DE RÉFLEXION SUR LES ACTIONS À PRIORISER POUR FAVORISER L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE ET LE LEADERSHIP DES FEMMES AU QUÉBEC ; IDENTIFIER LES ENJEUX (ÉMERGENTS OU RÉCURRENTS), LES PROBLÉMATIQUES MOINS COUVERTES PAR L'ACTION GOUVERNEMENTALE ET SOCIALE AINSI QUE LES SOLUTIONS NOVATRICES EN LIEN AVEC L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DE TOUTES LES FEMMES DU QUÉBEC, DONT LA REPRÉSENTATION DES FEMMES DANS LES LIEUX DE POUVOIR, DANS LES MILIEUX À PRÉDOMINANCE MASCULINE ET LA VALORISATION DU TRAVAIL DES FEMMES (INVISIBLE ET RÉMUNÉRÉ). | DANIEL DUCHARME | 7 |
| COMITÉ POLITIQUES, RECHERCHE ET DISCRIMINATION SYSTÉMIQUE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS DES DROITS DE LA PERSONNE | PARTAGER DES INFORMATIONS SUR LES ACTIVITÉS EN COURS ET LES ENJEUX ÉMERGENTS | CLAIRE BERNARD | 1 |
| ÉQUIPE DE RECHERCHE INCLUSION ET DIVERSITÉ ETHNOCULTURELLE EN ÉDUCATION (UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL) | PRATIQUES SCOLAIRES, PROCESSUS INSTITUTIONNELS ET EXPÉRIENCES DES ACTEURS DE LA COMMUNAUTÉ ÉDUCATIVE | AMINA TRIKI-YAMANI | 2 |
| GROUPE DE TRAVAIL DE LA VILLE DE MONTRÉAL SUR LA RÉVISION DE LA RÉGLEMENTATION MUNICIPALE EN LIEN AVEC LE PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL | PARTICIPER AUX TRAVAUX SUR LA RÉVISION DE LA RÉGLEMENTATION MUNICIPALE EN LIEN AVEC LE PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL | EVELYNE PEDNEAULT | 0 |
| GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ACCESSIBILITÉ DES COMMERCES AUX PERSONNES HANDICAPÉES (OPHQ) | DRESSER UN PORTRAIT DE L'ACCESSIBILITÉ DES PETITS BÂTIMENTS NON ASSUJETTIS AUX EXIGENCES D'ACCESSIBILITÉ DU CODE DE CONSTRUCTION OÙ SONT OFFERTS DES BIENS ET DES SERVICES COURANTS À LA POPULATION AU QUÉBEC, INCLUANT LES COMMERCES DE PROXIMITÉ, ET IDENTIFIER LES PRINCIPAUX DÉFIS À RELEVÉ AINSI QUE DES PISTES DE SOLUTION | KARINA MONTMINY | 0 |
| OBSERVATOIRE DES PROFILAGES (2020-2027) | PRODUIRE DE NOUVELLES DONNÉES ET ANALYSES AFIN DE FOURNIR DES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES, JUDICIAIRES ET MÉDIATIQUES RÉCENTES SUR LE PHÉNOMÈNE DES PROFILAGES SOCIAL, RACIAL ET POLITIQUE | EVELYNE PEDNEAULT | 2 |

| COMITÉ | MANDAT | MEMBRES | NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022 |
|---|--|-------------------------|-----------------------------------|
| PARTENARIAT DE RECHERCHE POLITIQUES ET PRATIQUES EN MATIÈRE DE RETOUR AU TRAVAIL APRÈS UNE LÉSION PROFESSIONNELLE : DÉFIS DE TAILLE ET SOLUTIONS INNOVATRICES (2018-2023) (UNIVERSITÉ D'OTTAWA) | EXAMINER DE GRANDES QUESTIONS DE POLITIQUE LIÉES AUX LOIS SUR L'INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS, DANS LE BUT D'ÉLIMINER LES PROBLÈMES SOUS-JACENTS ET D'AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES LOIS POUR LES CATÉGORIES DE TRAVAILLEURS LES PLUS VULNÉRABLES | MARIE CARPENTIER | 0 |
| PARTENARIAT DE RECHERCHE RACISME ET RADICALISATION AU QUÉBEC : CARTOGRAPHIE DES DISCOURS SOCIAUX CROISÉS DANS, PAR, SUR ET À TRAVERS LES MÉDIAS (2019-2022) (UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL) | PORTANT SUR LES DISCOURS SOCIAUX CROISÉS DE DIFFÉRENTS LOCUTEURS EN INTERACTION DANS, PAR OU À TRAVERS LES MÉDIAS TRADITIONNELS ET SOCIAUX À PROPOS D'ÉVÉNEMENTS OU DÉBATS SURVENUS AU QUÉBEC (2017-2018), CE PROJET VISE À CARTOGRAPHIER CE QUI RELÈVE DU DISCOURS POPULISTE OU RACISTE, VOIRE DU DISCOURS HAINEUX OU RADICALISÉ AU SENS DU DROIT | JEAN-SÉBASTIEN IMBEAULT | 4 |
| PARTENARIAT DE RECHERCHE SAVOIRS SUR L'INCLUSION ET L'EXCLUSION DES PERSONNES LGBTQ (2016-2023) (UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL) | DRESSER UN PORTRAIT QUANTITATIF ET QUALITATIF DES PARCOURS ET DES FORMES CONTEMPORAINES D'INCLUSION/EXCLUSION SOCIALE VÉCUS PAR DES PERSONNES LESBIENNES, GAIES, BISEXUELLES, TRANS ET QUEERS (LGBTQ) RÉSIDANT AU QUÉBEC ET RÉALISER UNE ANALYSE CRITIQUE DES POLITIQUES PUBLIQUES QUÉBÉCOISES ET CANADIENNES LES CONCERNANT | SAMUEL BLOUIN | 8 |
| RÉSEAU JUSTICIABILITÉ DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS (UNIVERSITÉ LAVAL) | CRÉATION D'UN RÉSEAU DANS LES SUITES DU COLLOQUE CULTURE JURIDIQUE DES DROITS DE LA PERSONNE ET JUSTICIABILITÉ DES DROITS SOCIAUX, JUIN 2019 | EVELYNE PEDNEAULT | 3 |

P.11 NOMBRE ET POURCENTAGE D’EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR SECTEUR AU MINISTÈRE ET DANS CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2021-2022 ET COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET POUR CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D’EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOMBRE D’EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 22
POURCENTAGE D’EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 12 %
NOMBRE D’EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS : 5
POURCENTAGE D’EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS : 23 %

P.12 LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2021-2022, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

| FIRME | Coût |
|---|-----------|
| CROP INC. | 16 700 \$ |
| QUESTIONS INTÉGRÉES À 3 SONDAGES OMNIBUS POUR MESURER LA PORTÉE ET LA RÉCEPTIVITÉ DE 3 CAPSULES DE NOTRE CAMPAGNE LA COMMISSION POUR VRAI ET L'IMPACT SUR LA PERCEPTION ET LA COMPRÉHENSION DU PUBLIC SUR LES MYTHES PRÉSENTÉS DANS LES CAPSULES LE TOUT AFIN DE MIEUX ORIENTER ET AMÉLIORER NOS PROCHAINES ACTIONS DE COMMUNICATION. | |

P.13 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2021-2022 :

- A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS;
- B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;
- C. L’OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS;
- D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

| NOM DU CONCOURS | OBJECTIF VISÉ | DATE DE DÉBUT | DATE DE FIN | PRIX REMIS | VALEUR DU PRIX |
|--|---|------------------|------------------|------------------------------|----------------|
| PRIX DROITS ET LIBERTÉS ÉDITION SPÉCIALE : HOMMAGE PERSONNEL DE LA SANTÉ | DÉCERNER DE LA RECONNAISSANCE À L’ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DE LA SANTÉ DU QUÉBEC. LA PANDÉMIE A MIS EN LUMIÈRE LEUR ENGAGEMENT, LEUR COURAGE ET LEURS EFFORTS ESSENTIELS POUR SAUVEGARDER NOTRE DROIT À LA VIE, À LA SANTÉ ET À LA DIGNITÉ. | 18 NOVEMBRE 2021 | 15 DÉCEMBRE 2021 | PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2021 | 1600\$ |

- P.14 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2021-2022 :**
- A. LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES;**
 - B. LES COÛTS DE CES CAMPAGNES;**
 - C. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER;**
 - D. LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE;**
 - E. LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

| NOM DE LA CAMPAGNE | Coûts | NOM DE LA FIRME | DIFFUSION | OBJECTIF VISÉ |
|---|-----------|--|--|---|
| À LOUER SANS DISCRIMINER (PRODUCTION DE LA VIDÉO ET DES VISUELS DANS LES CRÉDITS 19-20 ET 20-21) APPARTOGO | 2 585 \$ | DIFFUSION MÉDIAS SOCIAUX ET WEB (SANS FIRME) | 15 AVRIL 2021 AU 30 JUILLET 2021 | INFORMER ET OUTILLER LES LOCATEURS ET LES LOCATAIRES, DES DROITS DE CES DERNIER ET DE L’INTERDICTION DE DISCRIMINER DANS LA SÉLECTION DES CANDIDATS À LA LOCATION D’UN LOGEMENT. |
| | 1 000 \$ | TECHNOLOGIES AMPLITUDE INC. | 6 MAI AU 11 JUIN 2021 | |
| LA COMMISSION POUR VRAI | 240,00\$ | GROUPE FOCAL | 29 SEPTEMBRE 2021 AU 31 MAI 2022 (TOUJOURS ACTIVE) | AIDER À LA COMPRÉHENSION DE DIFFÉRENTS ASPECTS DU TRAVAIL ET DES MANDATS DE LA COMMISSION PAR LA RÉPONSE À DIFFÉRENTS « MYTHES » TEL QUE LA PROGRAMME D’ACCÈS À L’ÉGALITÉ À L’EMPLOI NUISENT AUX EMPLOYEURS OU, LA DPJ ET LA COMMISSION C’EST LA MÊME CHOSE OU ENCORE JE PEUX ME PLAINDRE À LA COMMISSION POUR N’IMPORTE LEQUEL DE MES DROITS. ÉVENTUELLEMENT CONTRIBUER À RÉDUIRE LE NOMBRE D’APPELS POUR DES PLAINTES NON RECEVABLES AFIN DE CONTRIBUER À LA RÉDUCTION DES DÉLAIS DE L’ACCUEIL DES PLAINTES. |
| | 63 \$ | MUSIQUE POUR LA VIDÉO TEASER | | |
| | 19 551 \$ | DIFFUSION MÉDIAS SOCIAUX | | |
| | 23 821 \$ | QUÉBECOR MÉDIA | | |
| | 4 830 \$ | BELL MÉDIA | | |
| | 1 169 \$ | PLATEFORME DE DIFFUSION EN CONTINUE DE RADIO-CANADA | | |
| DROIT DE COMMUNIQUER | 2 923 \$ | DIFFUSION MÉDIAS SOCIAUX | 1 ^{ER} , 10, 11, 18, 20, 31 MAI 2021 | VIDÉO PRODUITE À L’INTENTION DES JEUNES QUI VIVENT EN CENTRE JEUNESSE OU EN FAMILLE D’ACCUEIL. LA QUESTION DES COMMUNICATIONS EST LE MOTIF NUMÉRO UN DES DEMANDES D’INTERVENTION REÇUES PAR LA COMMISSION EN MATIÈRE DE DROITS DE LA JEUNESSE. OBJECTIFS : <ul style="list-style-type: none"> • PERMETTRE AUX JEUNES QUI VIVENT EN CENTRE JEUNESSE OU EN FAMILLE D’ACCUEIL DE CONNAITRE LEURS DROITS, DONT LE DROIT DE COMMUNIQUER • INFORMER LES PERSONNES QUI TRAVAILLENT AUPRÈS DE CES JEUNES ET L’ENTOURAGE DE CES JEUNES DE LEUR DROIT DE COMMUNIQUER • RÉDUIRE LE NOMBRE DE DEMANDES D’INTERVENTION À LA COMMISSION LIÉES À CE MOTIF |
| ACCOMMODEMENT RAISONNABLE DANS LES CAMPS DE JOUR | 182 \$ | DIFFUSION MÉDIAS SOCIAUX | 2 JUIN 2021 AU 15 AOÛT 2021 ET 1 ^{ER} AU 28 FÉVRIER 2022 | CETTE CAMPAGNE S’ADRESSE ENTRE AUTRES AUX GESTIONNAIRES DE CAMPS DE JOUR, AUX PARENTS D’ENFANTS HANDICAPÉS, AUX DÉCIDEURS ET AUX MUNICIPALITÉS. ELLE VISE À RENDRE PLUS INCLUSIVES LES PRATIQUES DES CAMPS DE JOUR, À INFORMER LES PARENTS D’ENFANTS HANDICAPÉS SUR LEURS DROITS ET OBLIGATIONS RELATIFS AUX CAMPS DE JOUR ET À FAIRE CONNAÎTRE AU GRAND PUBLIC LE RÔLE DE LA COMMISSION DANS LA PROTECTION DU DROIT DES ENFANTS EN SITUATION DE HANDICAP D’ACCÉDER AUX CAMPS DE JOUR. |
| | 1 103 \$ | RÉSEAU D'INFORMATION MUNICIPALE- DIFFUSION SUR LE SITE | | |
| | 62 \$ | MUSIQUE POUR LES VIDÉOS | | |
| RECRUTER SANS DISCRIMINER (CAMPAGNE PRODUITE EN 2019-2020) | 2 646 \$ | KOMA FILMS INC. | DROITS DE DIFFUSION POUR 5 ANS (POUR LES ACTEURS MEMBRES UDA FAISANT PARTIE DES VIDÉOS | INFORMER ET SENSIBILISER LES EMPLOYEURS SUR LEURS OBLIGATIONS DE NON-DISCRIMINATION EN MATIÈRE DE RECRUTEMENT PARTICULIÈREMENT SUR LES MOTIFS SANTÉ MENTALE, GROSSESSE, ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES ET ORIGINE; INFORMER LES EMPLOYÉS SUR LEURS DROITS À NE PAS ÊTRE DISCRIMINÉS DANS UN PROCESSUS DE RECRUTEMENT. |

P.15 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2021-2022 :

- A. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;
- B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;
- C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D’AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCE OU ORGANISME;
- D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2021-2022 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES;
- E. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2021-2022 AU SEIN DU CABINET DE LA MINISTRE. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;

7 EMPLOYÉS ET 1 GESTIONNAIRE :

MEISSON AZZARIA : COORDONNATRICE DES COMMUNICATIONS
SOPHIE AMBROSI : AGENTE D’INFORMATION ET ÉDIMESTRE
SÉBASTIEN OTIS : AGENT D’INFORMATION (JUSQU’AU 24-10-2021)
ARNAUD BRIEN-THIFFAULT (À PARTIR DU 13-12-2021)
DALIA ALACHI : AGENTE D’INFORMATION RESPONSABLE DES MÉDIAS SOCIAUX
JACK DUHAIME : AGENT D’INFORMATION
DORETTE TIOMO : TECHNICIENNE EN ADMINISTRATION
GENEVIÈVE DORAIS-BEAUREGARD : DIRECTRICE ÉDUCATION-COOPÉRATION ET COMMUNICATIONS

B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;

166 565.67\$

C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D’AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCE OU ORGANISME;

| INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS | NOMBRE DE RENCONTRES | DÉTAIL DES RENCONTRES |
|--|----------------------|---|
| MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE | 1 | LE PROJET CONJOINT DE FORMATION SUR LE PROFILAGE RACIAL DESTINÉ AUX CORPS POLICIERS. |
| CENTRE-OUEST-DE-L’ÎLE-DE-MONTRÉAL | 1 | REMISE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS HOMMAGE AU PERSONNEL DE LA SANTÉ À L’HÔPITAL JUIF DE MONTRÉAL. |
| COMMISSAIRE À LA SANTÉ ET AU BIEN-ÊTRE | 1 | CÉRÉMONIE DE REMISE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉ 2021 EN HOMMAGE AU PERSONNEL DU RÉSEAU DE LA SANTÉ. |

D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2021-2022 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES;

MELTWATER NEWS CANADA INC. A ÉTÉ PAYÉ LE 2 MARS 2021 POUR 2 ANS : 2 MAI 2021 AU 1 MAI 2023 DONC AUCUN CRÉDIT CETTE ANNÉE POUR LA VEILLE MÉDIATIQUE

E. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2021-2022 AU SEIN DU CABINET DE LA MINISTRE. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.

AUCUN

P.20 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L’OBTENTION D’UNE CERTIFICATION OU D’UN DIPLOME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D’ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS, AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L’ANNÉE 2021-2022. INDIQUER :

A. LE LIEU;
B. LE COÛT;
C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;
D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L’ORGANISME AYANT OFFERT L’ACTIVITÉ;
F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L’ACTIVITÉ.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

| LIEU | Coût TOTAL | DATE | NOMBRE | ORGANISME | TITRE DE L'ACTIVITÉ |
|----------|---------------|------------|--------|--|---|
| MONTRÉAL | 2972.74 \$ | 01-04-2021 | 2 | REACT ACADEMY | LES FONDEMENTS DE REACT |
| QUÉBEC | 342.90 \$ | 01-04-2021 | 1 | UNIVERSITÉ LAVAL | DROIT INTERNATIONAL DES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS |
| MONTRÉAL | 1269.90 \$ | 14-04-2021 | 1 | AFI EXPERTISE | INTRODUCTION À MICROSOFT POWER APPS |
| MONTRÉAL | 2972.74 \$ | 03-04-2021 | 2 | REACT ACADEMY | REACT AVANCÉ |
| MONTRÉAL | 405.65 \$ | 01-04-2021 | 1 | TÉLUQ | COMPORTEMENT ORGANISATIONNEL |
| MONTRÉAL | 476.32 \$ | 01-04-2021 | 1 | UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL | INTRODUCTION À L'ÉTUDE DU DROIT |
| MONTRÉAL | 479.89 \$ | 01-06-2021 | 1 | TÉLUQ | COMPORTEMENT DU CONSOMMATEUR |
| MONTRÉAL | 391.35 \$ | 01-04-2021 | 1 | TÉLUQ | MATHÉMATIQUES APPLIQUÉES À LA GESTION |
| MONTRÉAL | 484.16 \$ | 01-09-2021 | 1 | TÉLUQ | ANALYSE MICROÉCONOMIQUE |
| MONTRÉAL | 7525.60 \$ | 07-04-2021 | 95 | CDPDJ | CONFÉRENCE CENTER FOR GENDER ADVOCACY C. ATTORNEY GENERAL OF QUEBEC |
| MONTRÉAL | 308.84 \$ | 08-04-2021 | 1 | CENTRE DE RECHERCHE INTERDISCIPLINAIRE SUR LA DIVERSITÉ ET LA DÉMOCRATIE | COLLOQUE SUR L'INCORPORATION DES TRADITIONS JURIDIQUES AUTOCHTONES AU SYSTÈME JURIDIQUE QUÉBÉCOIS |
| MONTRÉAL | 120.44 \$ | 12-04-2021 | 1 | SYLVIE LAVOIE | TÉLÉPHONE LOGICIEL SMART OFFICE |
| MONTRÉAL | 1374,00 \$ | 12-04-2021 | 6 | VERSALYS | LOGICIEL NITRO |
| MONTRÉAL | 111.75 \$ | 13-04-2021 | 2 | SYLVIE LAVOIE | TÉLÉPHONE LOGICIEL SMART OFFICE |
| MONTRÉAL | 99.39 \$ | 15-04-2021 | 1 | CENTRE JUSTICE ET FOI | LIBRE PAROLE ET RÉCIPROCITÉ: ENTRE ÉGALES LIBERTÉS ET BIEN PUBLIC |
| MONTRÉAL | 1374,00 \$ | 15-04-2021 | 6 | VERSALYS | LOGICIEL NITRO |
| MONTRÉAL | 115.24 \$ | 15-04-2021 | 1 | CENTRE JUSTICE ET FOI | WEBINAIRE - LIBERTÉ D'EXPRESSION ET LUTTE AUX EXCLUSIONS |
| MONTRÉAL | 176.14 \$ | 19-04-2021 | 2 | SYLVIE LAVOIE | ONENOTE ET CLIC QS |
| MONTRÉAL | 39.20 \$ | 21-04-2021 | 1 | SYLVIE LAVOIE | TÉLÉPHONE LOGICIEL SMART OFFICE |
| MONTRÉAL | 1177.39 \$ | 22-04-2021 | 4 | HENRI TREMBLAY | LE CŒUR DE LA MÉDIATRICE INSTITUTIONNELLE |

| LIEU | Coût TOTAL | DATE | NOMBRE | ORGANISME | TITRE DE L'ACTIVITÉ |
|----------|---------------|------------|--------|--|---|
| MONTRÉAL | 50.64 | 22-04-2021 | 1 | COMITÉ CONSULTATIF PERSONNES HANDICAPÉES | WEBINAIRE: TÉLÉTRAVAIL ET HANDICAP, OPPORTUNITÉS ET DÉFIS |
| MONTRÉAL | 3670.65 \$ | 26-04-2021 | 1 | AFI EXPERTISE | ARCHITECTURE TECHNOLOGIQUE MICROSOFT AZURE |
| MONTRÉAL | 667.86 \$ | 27-04-2021 | 2 | INSTITUT UNIVERSITAIRE SHERPA | ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ POUR LES MIGRANTS SANS ASSURANCE SANTÉ |
| MONTRÉAL | 323.43 \$ | 27-04-2021 | 2 | SYLVIE LAVOIE | TÉLÉPHONE LOGICIEL SMART OFFICE |
| MONTRÉAL | 54.50 \$ | 29-04-2021 | 1 | UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL | L'OPPRESSION ALGORITHMIQUE ET SES IMPLICATIONS POUR LES COMMUNAUTÉS LGBTQ+ |
| MONTRÉAL | 69.62 \$ | 03-05-2021 | 3 | SYLVIE LAVOIE | TÉLÉPHONE LOGICIEL SMART OFFICE |
| MONTRÉAL | 3437.50 \$ | 03-05-2021 | 1 | AFI EXPERTISE | INSTALLER ET ADMINISTRER LES POSTES DE TRAVAIL MODERNES |
| MONTRÉAL | 104.54 \$ | 04-05-2021 | 2 | SYLVIE LAVOIE | CLIC_MARC |
| MONTRÉAL | 1792.37 \$ | 05-05-2021 | 2 | UNIVERSITÉ LAVAL | 88E CONGRÈS DE L'ACFAS ALLIÉ-E |
| MONTRÉAL | 175.98 \$ | 05-05-2021 | 1 | CSN | FORMATION SYNDICALE PAR LA CSN |
| MONTRÉAL | 82.90 \$ | 11-05-2021 | 2 | SYLVIE LAVOIE | TÉLÉPHONE LOGICIEL SMART OFFICE |
| MONTRÉAL | 88.07 \$ | 13-05-2021 | 2 | SYLVIE LAVOIE | TÉLÉPHONE LOGICIEL SMART OFFICE |
| MONTRÉAL | 36.33 \$ | 13-05-2021 | 1 | INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES | WEBINAIRE - A ROADMAP TO LONG-TERM CARE REFORM IN CANADA |
| MONTRÉAL | 75.96 \$ | 14-05-2021 | 1 | BÉLANGER SAUVÉ | CONFÉRENCE ANNUELLE EN DROIT DU TRAVAIL, 11E ÉDITION |
| MONTRÉAL | 1170.18 \$ | 14-05-2021 | 3 | DIESE | FORMATION - GABARIT DE MISE EN PAGE |
| MONTRÉAL | 334.12 \$ | 17-05-2021 | 2 | UNIVERSITÉ D'OTTAWA | ACCÈS ET PARTICIPATION DES ENFANTS LA JUSTICE: BILAN CRITIQUE |
| MONTRÉAL | 345.14 \$ | 17-05-2021 | 1 | CENTRE DE RECHERCHE UNIVERSITAIRE SUR LES JEUNES ET LES FAMILLES | ÉCOLE D'ÉTÉ SUR LES JEUNES LGBTQ+ |
| MONTRÉAL | 581.68 \$ | 19-05-2021 | 1 | CDPDJ | TECHNIQUE DE RÉDACTION DE PROCÉDURES ET POLITIQUES |
| MONTRÉAL | 124.28 \$ | 20-05-2021 | 1 | UNIVERSITÉ D'OTTAWA | ACCÈS ET PARTICIPATION DES ENFANTS LA JUSTICE: BILAN CRITIQUE |
| MONTRÉAL | 334.12 \$ | 20-05-2021 | 2 | UNIVERSITÉ D'OTTAWA | COLLOQUE INTERNATIONAL VIRTUEL DU LRIDE |
| MONTRÉAL | 429.51 \$ | 20-05-2021 | 1 | UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL | TECHNIQUES DE RÉDACTION DE PROCÉDURES ET DE POLITIQUES |
| MONTRÉAL | 18356.10 \$ | 27-05-2021 | 142 | CDPDJ | FORMATION SUR LES OUTILS D'AIDE AUX TRAITEMENTS |
| MONTRÉAL | 55.70 \$ | 28-05-2021 | 2 | SYLVIE LAVOIE | TÉLÉPHONE LOGICIEL SMART OFFICE |
| MONTRÉAL | 11655,00 \$ | 28-05-2021 | 89 | CDPDJ | FORMATION SUR LES OUTILS D'AIDE AUX TRAITEMENTS |
| MONTRÉAL | 3308.43 \$ | 31-05-2021 | 19 | CNESST | FORMATION PAR LA CNESST À LA CDPDJ |

| LIEU | Coût TOTAL | DATE | NOMBRE | ORGANISME | TITRE DE L'ACTIVITÉ |
|----------|---------------|------------|--------|--|--|
| MONTRÉAL | 2864.90 \$ | 31-05-2021 | 1 | AFI EXPERTISE | INSTALLER ET ADMINISTRER LES POSTES DE TRAVAIL MODERNES |
| MONTRÉAL | 313.36 \$ | 01-06-2021 | 15 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION ET PROCÉDURE POUR L'INTÉGRATION DES VIDÉOS VOLUMINEUX AU CLIC-MARC |
| MONTRÉAL | 855,00 \$ | 01-06-2021 | 1 | DIÈSE, SOLUTIONS VISUELLES ET DESIGN INC. | FORMATION GABARIT MISE EN PAGE GOOGLE |
| MONTRÉAL | 294.25 \$ | 02-06-2021 | 13 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION ET PROCÉDURE POUR L'INTÉGRATION DES VIDÉOS VOLUMINEUX AU CLIC-MARC |
| MONTRÉAL | 4030.46 \$ | 03-06-2021 | 3 | COMMUNICATIONS CASACOM INC. | FORMATION PORTE-PAROLE MÉDIAS |
| MONTRÉAL | 45.41 \$ | 03-06-2021 | 1 | INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES | WEBINAIRE FEUILLE DE ROUTE POUR UNE RÉFORME DES SOINS DE LONGUE DURÉE AU QUÉBEC |
| MONTRÉAL | 103.77 \$ | 04-06-2021 | 1 | BARREAU DU QUÉBEC | DROITS, RÉALITÉS AUTOCHTONES ET COMPÉTENCES CULTURELLES |
| MONTRÉAL | 58.37 \$ | 10-06-2021 | 3 | SYLVIE LAVOIE | SALLES D'ATTENTE ET RENCONTRES TEAMS |
| MONTRÉAL | 151.92 \$ | 11-06-2021 | 1 | CHAIRE-RÉSEAU DE RECHERCHE SUR LA JEUNESSE DU QUÉBEC | SÉMINAIRE EN LIGNE EMPLOI ET PARTICIPATION SOCIALE DES JEUNES AUTOCHTONES ORGANISÉ |
| MONTRÉAL | 427.47 \$ | 15-06-2021 | 11 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION NOUVEAU PROCESSUS GESTION CONTRACTUELLE |
| MONTRÉAL | 289.01 \$ | 16-06-2021 | 13 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION ET PROCÉDURE POUR CONSULTER LES DOCUMENTS VOLUMINEUX AU CLIC-MARC |
| MONTRÉAL | 4163.08 \$ | 16-06-2021 | 3 | COMMUNICATIONS CASACOM INC. | FORMATION PORTE-PAROLE MÉDIAS |
| MONTRÉAL | 4897.14 \$ | 17-06-2021 | 41 | CDPDJ | FORMATION SUR LES PRÉJUGÉS RATTACHÉS AUX DIFFÉRENTS MOTIFS DE PROFILAGE DISCRIMINATOIRE |
| MONTRÉAL | 167.56 \$ | 22-06-2021 | 1 | BARREAU DU QUÉBEC | ENJEUX JURIDIQUES SUR LA VACCINATION EN MILIEU DE TRAVAIL |
| MONTRÉAL | 1808.58 \$ | 28-06-2021 | 1 | AFI EXPERTISE | PRINCIPES FONDAMENTAUX DE MICROSOFT AZURE |
| MONTRÉAL | 50.64 \$ | 29-06-2021 | 1 | FORMATION LANGLOIS | LES ENJEUX DU TÉLÉTRAVAIL POST-PANDÉMIE: CONCILIER VOLONTÉ ET RÉALITÉ |
| MONTRÉAL | 1347.50 \$ | 30-06-2021 | 1 | ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE | PROGRAMME GOUVERNEMENTAL D'APPRENTISSAGE DU GESTIONNAIRE LEADER |
| MONTRÉAL | 343.30 \$ | 19-07-2021 | 2 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION OUTILS DE TRAVAIL |
| MONTRÉAL | 2876.85 \$ | 19-07-2021 | 1 | AFI EXPERTISE | MICROSOFT AZURE ADMINISTRATEUR |
| MONTRÉAL | 150.26 \$ | 02-08-2021 | 1 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION OUTILS DE TRAVAIL |
| MONTRÉAL | 26.99 \$ | 04-08-2021 | 2 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION KIWI |
| MONTRÉAL | 187.71 \$ | 11-08-2021 | 2 | LEXISNEXIS | LEXIS ADVANCE QUICKLAW |

| LIEU | Coût TOTAL | DATE | NOMBRE | ORGANISME | TITRE DE L'ACTIVITÉ |
|----------|---------------|------------|--------|--|---|
| MONTRÉAL | 40.89 \$ | 24-08-2021 | 3 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION GESTION CONTRACTUELLE |
| MONTRÉAL | 187.93 \$ | 30-08-2021 | 2 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION CLIC_QS ET RECHERCHE DANS LE CLIC_MARC |
| MONTRÉAL | 2644.26 \$ | 07-09-2021 | 11 | CENTRE DE RECHERCHE UNIVERSITAIRE SUR LES JEUNES ET LES FAMILLES | RECUEILLIR LA PAROLE DES ENFANTS |
| MONTRÉAL | 163.58 \$ | 08-09-2021 | 2 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION OUTILS DE TRAVAIL |
| MONTRÉAL | 127.78 \$ | 21-09-2021 | 1 | BARREAU DU QUÉBEC | LA QUÉRULANCE: APPRENDRE À LA DÉCELER ET À COMPOSER AVEC LES PLAIDEURS QUÉRULENTS |
| MONTRÉAL | 612.33 \$ | 29-09-2021 | 1 | UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL | PHOTOSHOP |
| MONTRÉAL | 798.12 \$ | 07-10-2021 | 3 | SPIRALIS CONSULTANTS INC. | LES ÉMOTIONS EN MÉDIATION |
| MONTRÉAL | 6605.15 \$ | 13-10-2021 | 75 | GROUPE D'AIDE & D'INFO. SUR HARCÈLEMENT SEX. AU TRAVAIL PROVINCE QUÉBEC | ACTIVITÉ DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION "POLITIQUE HARCÈLEMENT ETC." |
| MONTRÉAL | 146.31 \$ | 19-10-2021 | 2 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION OUTILS DE TRAVAIL |
| MONTRÉAL | 4049.61 \$ | 22-10-2021 | 12 | CENTRE DE RECHERCHE UNIVERSITAIRE SUR LES JEUNES ET LES FAMILLES | RECUEILLIR LA PAROLE DES ENFANTS |
| MONTRÉAL | 242.35 \$ | 26-10-2021 | 4 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION OUTILS DE TRAVAIL |
| MONTRÉAL | 5997.53 \$ | 27-10-2021 | 61 | GROUPE D'AIDE & D'INFO. SUR HARCÈLEMENT SEX. AU TRAVAIL PROVINCE QUÉBEC | ACTIVITÉ DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION "POLITIQUE HARCÈLEMENT ETC." |
| MONTRÉAL | 290.82 \$ | 01-11-2021 | 4 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION OUTILS DE TRAVAIL |
| MONTRÉAL | 773.91 \$ | 02-11-2021 | 8 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION OUTILS DE TRAVAIL |
| MONTRÉAL | 96.95 \$ | 03-11-2021 | 1 | FONDATION DU BARREAU DU QUÉBEC | RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE: LE CONJOINT DE FAIT DEVRAIT-IL ÊTRE UN HÉRITIER LÉGAL ? |
| MONTRÉAL | 515.94 \$ | 08-11-2021 | 8 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION OUTILS DE TRAVAIL |
| MONTRÉAL | 299.72 \$ | 11-11-2021 | 1 | CHAIRE DE RECHERCHE SUR LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET LA PLURALITÉ DES GENRES | JOURNÉES ANNUELLES SAVIE-LGBTQ |
| MONTRÉAL | 24.21 \$ | 22-11-2021 | 1 | UNIVERSITÉ LAVAL | ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LE SEXE, DANS UNE PERSPECTIVE INTERSECTIONNELLE |
| MONTRÉAL | 109.16 \$ | 22-11-2021 | 1 | UNIVERSITÉ LAVAL | L'ÉTHIQUE ORGANISATIONNELLE À L'ÈRE NUMÉRIQUE |
| MONTRÉAL | 196.90 \$ | 23-11-2021 | 2 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION OUTILS DE TRAVAIL |
| MONTRÉAL | 1042.40 \$ | 24-11-2021 | 2 | LSJPA | FORMATION SUR LA LSJPA - JOURNÉES DES JURISTES LSJPA - 5E ÉDITION |

| LIEU | Coût TOTAL | DATE | NOMBRE | ORGANISME | TITRE DE L'ACTIVITÉ |
|----------|---------------|------------|--------|--|--|
| MONTRÉAL | 198.90 \$ | 24-11-2021 | 2 | ÉQUIPE DE RECHERCHE SUR LE PLACEMENT ET L'ADOPTION | L'ACCÈS AUX INFORMATIONS CONSIGNÉES AU DOSSIER D'ADOPTION DEPUIS LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI 113 EN ADOPTION QUÉBÉCOISE |
| MONTRÉAL | 2526.62 \$ | 25-11-2021 | 18 | CDPDJ | FORMATION SUR L'ARRÊT WARD |
| MONTRÉAL | 2460,00 \$ | 29-11-2021 | 1 | AFI EXPERTISE | DÉVELOPPER DES SOLUTIONS POUR MICROSOFT AZURE |
| MONTRÉAL | 7939.10 \$ | 29-11-2021 | 2 | AFI EXPERTISE | DÉVELOPPER DES SOLUTIONS POUR MICROSOFT AZURE |
| MONTRÉAL | 157.52 \$ | 30-11-2021 | 2 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION OUTILS DE TRAVAIL |
| MONTRÉAL | 56.24 \$ | 30-11-2021 | 1 | BARREAU DU QUÉBEC | LA SANTÉ MENTALE AU TRAVAIL, C'EST L'AFFAIRE DE TOUS |
| MONTRÉAL | 187.45 \$ | 30-11-2021 | 1 | BARREAU DU QUÉBEC | LE LANGAGE CLAIR, DÉVELOPPER L'ART DE SE FAIRE COMPRENDRE |
| MONTRÉAL | 96.95 \$ | 30-11-2021 | 1 | JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL | VACCINATION DES ENFANTS CONTRE LA COVID: QUAND LES PARENTS NE S'ENTENDENT PAS |
| MONTRÉAL | 178.38 \$ | 01-12-2021 | 3 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION OUTILS DE TRAVAIL |
| MONTRÉAL | 175.98 \$ | 01-12-2021 | 1 | BANQ | RDA TOOLKIT |
| MONTRÉAL | 4800.52 \$ | 01-12-2021 | 16 | DROLET DOUVILLE ET ASSOCIÉS INC. | SESSION DE SENSIBILISATION : HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE |
| MONTRÉAL | 123.00 \$ | 06-12-2021 | 2 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION OUTILS DE TRAVAIL |
| MONTRÉAL | 374.66 \$ | 07-12-2021 | 6 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION OUTILS DE TRAVAIL |
| MONTRÉAL | 93.73 \$ | 08-12-2021 | 1 | L'OBSERVATOIRE DES PROFILAGES | COMMISSION VIENS: 2 ANS PLUS TARD |
| MONTRÉAL | 86.43 \$ | 08-12-2021 | 1 | JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL | FILIATION LAW FOR DIVERSE FAMILIES |
| MONTRÉAL | 134.44 \$ | 08-12-2021 | 1 | JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL | FORMATIONS PARENTALES CONTEMPORAINES |
| MONTRÉAL | 377.28 \$ | 08-12-2021 | 3 | JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL | LE DROIT QUÉBÉCOIS DE LA FILIATION FAIT-IL PLACE AU LARGE ÉVENTAIL DE FORMATIONS PARENTALES CONTEMPORAINES |
| MONTRÉAL | 156.81 \$ | 13-12-2021 | 2 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION OUTILS DE TRAVAIL |
| MONTRÉAL | 23233.75 \$ | 14-12-2021 | 150 | JEAN-FRANÇOIS ALLARD | CONFÉRENCE GESTION DU STRESS AU TRAVAIL |
| MONTRÉAL | 98.40 \$ | 14-12-2021 | 2 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION OUTILS DE TRAVAIL |
| MONTRÉAL | 227.31 \$ | 15-12-2021 | 1 | RETRAITE QUÉBEC | ADMINISTRATION DES RÉGIMES DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC |
| MONTRÉAL | 151.98 \$ | 20-12-2021 | 2 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION OUTILS DE TRAVAIL |
| MONTRÉAL | 26.14 \$ | 22-12-2021 | 2 | SYLVIE LAVOIE | FORMATION PLANNER |
| MONTRÉAL | 82.90 \$ | 22-12-2021 | 2 | SYLVIE LAVOIE | MISE À NIVEAU POUR RETOUR AU TRAVAIL |
| MONTRÉAL | 4102.20 \$ | 12-01-2022 | 12 | SOLUTIONS & CIE. | TRAITER AVEC LES CLIENTS DIFFICILES |

| LIEU | Coût TOTAL | DATE | NOMBRE | ORGANISME | TITRE DE L'ACTIVITÉ |
|----------|---------------|------------|--------|--|--|
| MONTRÉAL | 227.31 \$ | 18-01-2022 | 1 | RETRAITE QUÉBEC | DONNÉES DE PARTICIPATION - RETRAITE QUÉBEC |
| MONTRÉAL | 1558.15 \$ | 19-01-2022 | 4 | ISARTA INC. | BÂTIR UN PLAN DE COMMUNICATION EFFICACE |
| MONTRÉAL | 113.65 \$ | 21-01-2022 | 1 | RETRAITE QUÉBEC | FORMATION FACTEUR D'ÉQUIVALENCE - RETRAITE QUÉBEC |
| MONTRÉAL | 99.38 \$ | 25-01-2022 | 1 | MOUVEMENT D'ÉDUCATION POPULAIRE ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE DU QUÉBEC | OÙ EST LE QUÉBEC DANS SA LUTTE CONTRE L'ISLAMOPHOBIE ? |
| MONTRÉAL | 3482.43 \$ | 25-01-2022 | 9 | SOLUTIONS & CIE. | TRAITER AVEC LES CLIENTS DIFFICILES |
| MONTRÉAL | 113.65 \$ | 27-01-2022 | 1 | RETRAITE QUÉBEC | DÉCLARATION ANNUELLE 2021 - RETRAITE QUÉBEC |
| MONTRÉAL | 150.56 \$ | 28-01-2022 | 1 | UNIVERSITÉ LAVAL | VERS UNE RÉFORME DE L'ACCÈS AUX RENSEIGNEMENTS SUR LA SANTÉ POUR DES FINS DE RECHERCHES AU QUÉBEC: RÉACTIONS PRÉLIMINAIRES AU PROJET DE LOI 19 |
| MONTRÉAL | 992.10 \$ | 03-02-2022 | 8 | CDPDJ | FORMATION DES SITES DE COLLABORATION |
| MONTRÉAL | 54.50 \$ | 04-02-2022 | 1 | UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL | L'ÉMANCIPATION ET L'AUTONOMIE JURIDIQUE DES ADOLESCENTS |
| MONTRÉAL | 227.31 \$ | 10-02-2022 | 1 | RETRAITE QUÉBEC | FORMATION RACHATS PAR RETRAITE QUÉBEC |
| MONTRÉAL | 2310.45 \$ | 10-02-2022 | 9 | SOLUTIONS & CIE. | GESTION DES SITUATIONS DÉLICATES AVEC LA CLIENTÈLE |
| MONTRÉAL | 72.66 \$ | 16-02-2022 | 1 | ORDRE PROFESSIONNEL DES CRIMINOLOGUES DU QUÉBEC | CONFÉRENCE DE ME AUDREY TURMEL SUR LA LEVÉE DU SECRET PROFESSIONNEL |
| MONTRÉAL | 227.31 \$ | 17-02-2022 | 1 | RETRAITE QUÉBEC | FORMATION PRESTATIONS |
| MONTRÉAL | 1676.25 \$ | 22-02-2022 | 9 | SOLUTIONS & CIE. | GESTION DES SITUATIONS DÉLICATES AVEC LA CLIENTÈLE |
| MONTRÉAL | 227.32 \$ | 24-02-2022 | 1 | RETRAITE QUÉBEC | FORMATION CSTD: CONGÉ SABBATIQUE À TRAITEMENT DIFFÉRÉ, DÉPART, ETC. |
| MONTRÉAL | 330.48 \$ | 25-02-2022 | 1 | BARREAU DE MONTRÉAL | RENDEZ-VOUS SUR LE DROIT CARCÉRAL - TOUT CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR |
| QUÉBEC | 357.32 \$ | 25-02-2022 | 1 | BARREAU DE QUÉBEC | RENDEZ-VOUS SUR LE DROIT CARCÉRAL - TOUT CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR |

P.21 POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE :

- A. LE NOMBRE DE RENCONTRES, DE REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS;**
- B. LA LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER, EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE;**
- C. LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION;**
- D. LA LISTE DES PARTICIPANTS À DES COLLOQUES OU À DES CONGRÈS, ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A) NOMBRE DE RENCONTRES, REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS

| RENCONTRES | REPAS | RÉUNION | FRAIS AFFÉRENTS |
|------------|-------|---------|-----------------|
| 0 | 0 | 4 | 231 \$ |

B) LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE

| PERSONNES À RENCONTRER | BUT DE LA RENCONTRE |
|--|---|
| Réunion de la Présidence et des commissaires | 695 ^e Séance de la Commission, 17 septembre 2021 |
| Réunion des gestionnaires de la Commission | Planification stratégique, 9 novembre 2021 |
| Réunion de la Présidence et des commissaires | 697 ^e Séance de la Commission, 19 novembre 2021 |
| Réunion de la Présidence et des commissaires | 698 ^e Séance de la Commission, 17 décembre 2021 |

C) FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION;

| FRAIS DE DÉPLACEMENT | FRAIS DE VOYAGE | FRAIS DE REPAS | FRAIS DE REPRÉSENTATION |
|----------------------|-----------------|----------------|-------------------------|
| 6 792 \$ | 0 | 0 | 2 086 \$ |

D) LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES, DES CONGRÈS ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS

AUCUNE

| COLLOQUES OU CONGRÈS | LISTE DES PARTICIPANTS | COÛTS AFFÉRENTS |
|----------------------|------------------------|-----------------|
| | | |

P.22 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION, LE MONTANT GLOBAL ATTITRÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2021-2022 :

A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;
B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;
C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.

FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

- P.70 LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2021-2022 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :**
- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;**
 - B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;**
 - C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;**
 - D. LES PRÉVISIONS DES COÛT POUR 2022-2023 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;**
 - E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHANT;**
 - F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

| MANDATAIRES | TAUX | MOIS | OBJET | MONTANT DES HONORAIRES |
|--|----------|---------------------------|--|------------------------|
| ME FRANCIS MELOCHE 800 SQUARE VICTORIA, #720 C.P.156, MONTRÉAL, QC H4Z 1A1 | 300 \$/H | MAI 2021 À FÉVRIER 2022 | SERVICES-CONSEIL RELATIONS DE TRAVAIL | 5 475 \$ |
| NOËL ET ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L. 111, RUE CHAMPLAIN GATINEAU, QC J8X 3R1 | 300 \$/H | AVRIL 2021 À JANVIER 2022 | CORRESPONDANT DE LA CDPDJ DEVANT LA COUR SUPRÊME DU CANADA | 2 110 \$ |
| MONETTE BARAKETT, S.E.N.C. 4, PLACE VILLE-MARIE, BUREAU 600 MONTRÉAL, QC H3B 2E7 | 300 \$/H | MAI 2021 À FÉVRIER 2022 | CONSEILLER ET ACCOMPAGNER LA COMMISSION | 5 880 \$ |
| TOTAL DES HONORAIRES | | | | 13 465 \$ |

P.72 LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D’AVIS, CONSULTATION, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2021-2022.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

| MANDATAIRES | TAUX | OBJET | MONTANT DES HONORAIRES |
|-------------------------------|----------|--|------------------------|
| MELOCHE, FRANCIS | 300 \$/H | SERVICES-CONSEIL RELATIONS DE TRAVAIL | 5 475 \$ |
| NOËL ET ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L. | 300 \$/H | CORRESPONDANT DE LA CDPDJ DEVANT LA COUR SUPRÊME DU CANADA | 2 110 \$ |
| MONETTE BARAKETT, S.E.N.C. | 300 \$/H | CONSEILLER ET ACCOMPAGNER LA COMMISSION | 5 880 \$ |

P.151 STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2021-2022. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D’ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE TABLEAU QUI SUIT DONNE LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION, SELON LE PRINCIPAL MOTIF DE DISCRIMINATION INVOQUÉ ET LE SECTEUR D’ACTIVITÉS OÙ SE SERAIENT DÉROULÉS LES ÉVÈNEMENTS AU SOUTIEN DE CES PLAINTES.

| | TRAVAIL | LOGEMENT | ACTE JURIDIQUE / BIENS ET SERVICES | ACCÈS TRANSPORTS ET LIEUX PUBLICS | AUTRE | NP/NA * | TOTAL 2021-2022 28 FÉVRIER |
|--|---------|----------|------------------------------------|-----------------------------------|-------|---------|----------------------------|
| ÂGE | 28 | 20 | 10 | 5 | 4 | 2 | 69 |
| ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES | 31 | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 34 |
| CONDITIONS SOCIALES | 4 | 25 | 3 | 7 | 2 | 0 | 41 |
| CONVICTIONS POLITIQUES | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 2 |
| ÉTAT CIVIL | 5 | 7 | 4 | 1 | 0 | 0 | 17 |
| EXPLOITATION | 0 | 0 | 2 | 0 | 209 | 0 | 211 |
| GROSSESSE | 14 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 |
| HANDICAP | 79 | 10 | 67 | 111 | 14 | 4 | 285 |
| IDENTITÉ OU EXPRESSIONS DU GENRE | 5 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 8 |
| LANGUE | 9 | 0 | 8 | 1 | 0 | 0 | 18 |
| ORIENTATION SEXUELLE | 5 | 4 | 4 | 0 | 5 | 0 | 18 |
| RACE / COULEUR / ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE | 64 | 17 | 60 | 11 | 70 | 0 | 222 |
| RELIGION | 5 | 0 | 5 | 0 | 4 | 0 | 14 |
| SEXE | 19 | 7 | 15 | 0 | 7 | 0 | 48 |
| NON PRÉCISÉ OU NE S’APPLIQUE PAS* | 1 | 2 | 2 | 0 | 1 | 611 | 617 |
| TOTAL | 269 | 96 | 183 | 137 | 317 | 617 | 1619 |
| % 2021-2022 | 17% | 6% | 11% | 8% | 20% | 38% | 100% |
| % 2020-2021 | 22% | 7% | 12% | 12% | 22% | 24% | 100% |

*LE MOTIF ET LE SECTEUR N’ONT PAS ENCORE ÉTÉ SPÉCIFIÉS.

** LA MÉTHODE DE CALCUL A ÉTÉ MODIFIÉE POUR TENIR COMPTE DES PLAINTES DÉPOSÉES NON ENCORE TRAITÉES EN ENQUÊTES. À NOTER QU’UNE PARTIE IMPORTANTE DES PLAINTES N’EST PAS ENCORE CATÉGORISÉE, CAR N’A PAS ENCORE FAIT L’OBJET DE L’OUVERTURE D’UNE ENQUÊTE. LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2022 INDIQUENT UNE DIMINUTION DU NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES À LA COMMISSION DE 7% EN COMPARAISON AVEC L’ANNÉE PRÉCÉDENTE. CE NOMBRE PASSANT DE 1737 À 1619.

LES 3 MOTIFS DE DISCRIMINATION PRÉDOMINANT DANS LES PLAINTES SONT : LE HANDICAP (18%), RACE/COULEUR/ ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE (14%) ET LES PLAINTES OU DÉNONCIATIONS EN EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES (13%). LE SECTEUR DU TRAVAIL REPRÉSENTE QUANT À LUI 17% DE L’ENSEMBLE DES PLAINTES REÇUES.

DE FAÇON CROISÉE, LES PLAINTES FONDÉES SUR LE MOTIF DE HANDICAP REPRÉSENTENT 81% DES PLAINTES DU SECTEUR ACCÈS TRANSPORT ET LIEUX PUBLICS. DANS LE SECTEUR DU TRAVAIL, LES MOTIFS DE HANDICAP (29%) ET DE RACE/COULEUR/ ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE (24%).

PLAINTES CHARTE PAR RÉGION

LE TABLEAU SUIVANT DONNE LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES.

| RÉGIONS ADMINISTRATIVES | 2021-2022 (28 FÉV) |
|-----------------------------------|-----------------------|
| ABITIBI-TÉMISCAMINGUE | 13 |
| BAS-SAINT-LAURENT | 18 |
| CAPITALE NATIONALE | 120 |
| CHAUDIÈRE-APPALACHES | 33 |
| CÔTE-NORD | 14 |
| ESTRIE | 52 |
| GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE | 10 |
| LANAUDIÈRE | 80 |
| LAURENTIDES | 93 |
| LAVAL | 58 |
| MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC | 52 |
| MONTÉRÉGIE | 168 |
| MONTRÉAL | 460 |
| NORD-DU-QUÉBEC | 1 |
| OUTAOUAIS | 60 |
| SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN | 35 |
| NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS* | 352 |
| TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE CHARTE | 1619 |

*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

** LA MÉTHODE DE CALCUL A ÉTÉ MODIFIÉE POUR TENIR COMPTE ÉGALEMENT DES PLAINTES DÉPOSÉES NON ENCORE TRAITÉES EN ENQUÊTES ET EN Y EXCLUANT LES DEMANDES D'INFORMATIONS. À NOTER QU'UNE PARTIE IMPORTANTE DES PLAINTES N'EST PAS ENCORE CATÉGORISÉE, CAR N'A PAS ENCORE FAIT L'OBJET DE L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE.

DOSSIERS OUVERTS CHARTE

| RÉGIONS ADMINISTRATIVES | 2021-2022 (28 FÉV) |
|-----------------------------------|-----------------------|
| ABITIBI-TÉMISCAMINGUE | 5 |
| BAS-SAINT-LAURENT | 9 |
| CAPITALE NATIONALE | 46 |
| CHAUDIÈRE-APPALACHES | 15 |
| CÔTE-NORD | 7 |
| ESTRIE | 18 |
| GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE | 2 |
| LANAUDIÈRE | 28 |
| LAURENTIDES | 42 |
| LAVAL | 25 |
| MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC | 15 |
| MONTÉRÉGIE | 70 |
| MONTRÉAL | 159 |
| NORD-DU-QUÉBEC | 1 |
| OUTAOUAIS | 21 |
| SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN | 7 |
| NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS* | 13 |
| TOTAL DOSSIERS OUVERTS | 483 |

*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

** À NOTER QUE LES DOSSIERS D'ENQUÊTES OUVERTS NE SONT PAS NÉCESSAIREMENT DES PLAINTES REÇUES DURANT LA MÊME ANNÉE DE RÉFÉRENCE.

LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2022 INDIQUENT UNE DIMINUTION DE 26% DES OUVERTURES D'ENQUÊTE À L'ISSU DE L'ANALYSE DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES. CETTE AMÉLIORATION DÉMONTRE LE RÔLE APPROPRIÉ DE FILTRAGE PAR LA COMMISSION, AFIN DE NE PAS ENGORGER LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE DE PLAINTES NON RECEVABLES OU DONT LA PREUVE NE SERAIT PAS SUFFISANTE ET DE RÉFÉRER LES PLAIGNANTS VERS LES RECOURS APPROPRIÉS LORSQUE LA COMMISSION N'A PAS COMPÉTENCE.

Dossiers fermés Charte

| RÉGIONS ADMINISTRATIVES | 2021-2022 (28 fév) |
|-----------------------------------|-----------------------|
| ABITIBI-TÉMISCAMINGUE | 10 |
| BAS-SAINT-LAURENT | 20 |
| CAPITALE NATIONALE | 114 |
| CHAUDIÈRE-APPALACHES | 28 |
| CÔTE-NORD | 7 |
| ESTRIE | 47 |
| GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE | 13 |
| LANAUDIÈRE | 60 |
| LAURENTIDES | 82 |
| LAVAL | 66 |
| MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC | 55 |
| MONTÉRÉGIE | 204 |
| MONTRÉAL | 541 |
| NORD-DU-QUÉBEC | 1 |
| OUTAOUAIS | 42 |
| SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN | 35 |
| NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS* | 76 |
| TOTAL DOSSIERS FERMÉS | 1401 |

*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

** LA MÉTHODE DE CALCUL A ÉTÉ MODIFIÉE POUR Y INCLURE L'ENSEMBLE DES PLAINTES TRAITÉS ET FINALISÉS, Y COMPRIS CEUX AYANT ÉTÉ FERMÉS ADMINISTRATIVEMENT OU AVANT DÉCISION.

AU 28 FÉVRIER 2022, LE NOMBRE DE PLAINTES TRAITÉES ET FINALISÉES POUR L'ANNÉE 2021-2022 A AUGMENTÉ DE 3% COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE (DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2021).

Nombre d'enquêtes initiées par la Commission, selon le motif

| | 2021-2022 (28 fév) |
|--|-----------------------|
| EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES | 30 |
| EXPLOITATION DES PERSONNES HANDICAPÉES | 4 |
| TOTAL | 34 |

LA COMMISSION TRAITE DES DOSSIERS D'EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES ET DE PERSONNES HANDICAPÉES, SOIT À PARTIR DU DÉPÔT D'UNE PLAINTÉ PAR LA VICTIME ELLE-MÊME OU À LA SUITE D'UNE DÉNONCIATION FAITE PAR UN TIERS. DANS CE DERNIER CAS, L'ENQUÊTE EST INITIÉE PAR LA COMMISSION.

AU 28 FÉVRIER 2022, LA COMMISSION A REÇU 211 DEMANDES D'ENQUÊTE VISANT UNE POSSIBLE SITUATION D'EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES. DE CE NOMBRE, ELLE A OUVERT 34 ENQUÊTES CE QUI EST INFÉRIEUR À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE QUI COMPTAIT 49 ENQUÊTES ET 230 DEMANDES D'ENQUÊTE POUR CE MOTIF.

LE NOMBRE DE DEMANDES INTRODUCTIVES D'INSTANCE PRÉSENTÉES PAR LA COMMISSION DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE AU 28 FÉVRIER 2022 EST DE 35. LE NOMBRE DE DOSSIERS ACTIFS DEVANT LE TRIBUNAL EST DE 65, ET CE, POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022.

Nombre de plaintes en matière d'accommodement raisonnable reçues par motif

| | 2021-2022 28 février |
|--|-------------------------|
| ÂGE | 0 |
| ÉTAT CIVIL | 0 |
| GROSSESSE | 1 |
| HANDICAP | 36 |
| IDENTITÉ OU EXPRESSION DU GENRE | 0 |
| LANGUE | 0 |
| RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE | 0 |
| RELIGION | 0 |
| SEXE | 1 |
| TOTAL | 38 |

* LA MÉTHODE DE CALCUL A ÉTÉ MODIFIÉE POUR Y INCLURE TOUTES LES PLAINTES REÇUES ET NON SEULEMENT LES DOSSIERS D'ENQUÊTES OUVERTS À L'ISSU DE LA PLAINTÉ.

AU 28 FÉVRIER 2022, LE NOMBRE DE PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE A DIMINUÉ DE 53% PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

P.152 LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2021-2022 ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- 1. SUIVI EN COURS**
- 2. RECOMMANDATION(S) SUIVIE(S) EN TOUT OU EN PARTIE**
- 3. RECOMMANDATION(S) NON SUIVIE(S)**

| | |
|--|---|
| <div>○ MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 83, <i>LOI CONCERNANT PRINCIPALEMENT L'ADMISSIBILITÉ AU RÉGIME D'ASSURANCE MALADIE ET AU RÉGIME GÉNÉRAL D'ASSURANCE MÉDICAMENTS DE CERTAINS ENFANTS DONT LES PARENTS ONT UN STATUT MIGRATOIRE PRÉCAIRE</i></div> <div><ul style="list-style-type: none">• DEMANDE AUDITION LE 21 AVRIL 2021 COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX</div> | 2 |
| <div>○ AVIS SUR LE PASSEPORT D'IMMUNITÉ</div> <div><ul style="list-style-type: none">• INITIATIVE AVIS RENDU PUBLIC LE 21 MAI 2021</div> | 2 |
| <div>○ AVIS SUR LES OBLIGATIONS JURIDIQUES DES CAMPS DE JOUR À L'ENDROIT DES ENFANTS EN SITUATION DE HANDICAP</div> <div><ul style="list-style-type: none">• INITIATIVE AVIS RENDU PUBLIC LE 2 JUIN 2021 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION</div> | 1 |
| <div>○ LETTRE AYANT POUR OBJET LES AMÉNAGEMENTS DE L'ESPACE PUBLIC DANS LES ARRONDISSEMENTS MONTRÉLAIS — ENJEUX D'ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP</div> <div><ul style="list-style-type: none">• INITIATIVE ENVOI LE 23 JUILLET 2021 VILLE DE MONTRÉAL</div> | 2 |
| <div>○ COMMENTAIRES SUR L'ÉVOLUTION DE LA LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE</div> <div><ul style="list-style-type: none">• DEMANDE AUDITION LE 9 AOÛT 2021 COMMISSION SPÉCIALE SUR L'ÉVOLUTION DE LA LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE</div> | 2 |
| <div>○ COMMENTAIRES SUR LA VACCINATION OBLIGATOIRE CONTRE LA COVID-19</div> <div><ul style="list-style-type: none">• DEMANDE AUDITION LE 27 AOÛT 2021 COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS</div> | 2 |
| <div>○ MÉMOIRE SUR LA RECONNAISSANCE DE LA LIBERTÉ ACADÉMIQUE DANS LE MILIEU UNIVERSITAIRE</div> <div><ul style="list-style-type: none">• DEMANDE AUDITION LE 1^{ER} SEPTEMBRE 2021 COMMISSION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE INDÉPENDANTE SUR LA RECONNAISSANCE DE LA LIBERTÉ ACADÉMIQUE DANS LE MILIEU UNIVERSITAIRE</div> | 2 |
| <div>○ COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE LOI N° 101, LOI VISANT À RENFORCER LA LUTTE CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS ET TOUTE AUTRE PERSONNE MAJEURE EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ AINSI QUE LA SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DES SERVICES DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX</div> <div><ul style="list-style-type: none">• DEMANDE AUDITION LE 29 SEPTEMBRE 2021 COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS</div> | 1 |
| <div>○ MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 96, LOI SUR LA LANGUE OFFICIELLE ET COMMUNE DU QUÉBEC, LE FRANÇAIS</div> <div><ul style="list-style-type: none">• DEMANDE AUDITION LE 6 OCTOBRE 2021 COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION</div> | 1 |
| <div>○ COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE LOI N° 1, LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE AFIN D'AMÉLIORER L'ACCESSIBILITÉ AU RÉSEAU DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE ET DE COMPLÉTER SON DÉVELOPPEMENT</div> <div><ul style="list-style-type: none">• INITIATIVE ENVOI LE 22 NOVEMBRE 2021 COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS</div> | 1 |

| | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> ○ MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 2, LOI PORTANT SUR LA RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE EN MATIÈRE DE FILIATION ET MODIFIANT LE CODE CIVIL EN MATIÈRE DE DROITS DE LA PERSONNALITÉ ET D'ÉTAT CIVIL • DEMANDE AUDITION LE 1^{ER} DÉCEMBRE 2021 ENVOI DU MÉMOIRE LE 24 JANVIER 2022 COMMISSION DES INSTITUTIONS | 1 |
| <ul style="list-style-type: none"> ○ LETTRE AYANT POUR OBJET LA MISE EN APPLICATION DU PROTOCOLE DE PRIORISATION POUR L'ACCÈS AUX SOINS INTENSIFS EN CONTEXTE EXTRÊME DE PANDÉMIE • INITIATIVE ENVOI LE 14 DÉCEMBRE 2021 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX | 2 |
| <ul style="list-style-type: none"> ○ COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE LOI NO 9, LOI SUR LE PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE • DEMANDE AUDITION LE 19 JANVIER 2022 COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION | 1 |
| <ul style="list-style-type: none"> ○ LETTRE CONJOINTE (BARREAU DU QUÉBEC) SUR LES DÉCRETS ET ARRÊTÉS EN LIEN AVEC LA COVID SUR LE RESSERREMENT DES MESURES SANITAIRES ET JUSTIFICATION DES RESTRICTIONS AUX DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE • INITIATIVE CONJOINTE ENVOI LE 20 JANVIER 2022 BUREAU DU PREMIER MINISTRE | 1 |
| <ul style="list-style-type: none"> ○ LETTRE AYANT POUR OBJET L'ACCÈS AUX TESTS PCR RÉALISÉS EN CLINIQUE DE DÉPISTAGE POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP • INITIATIVE ENVOI LE 3 FÉVRIER 2022 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX | 1 |
| <ul style="list-style-type: none"> ○ MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 15, LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES • DEMANDE AUDITION LE 9 FÉVRIER 2022 COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX | 1 |
| <ul style="list-style-type: none"> ○ COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE LOI N° 4, LOI RENFORÇANT LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES AUX DISPOSITIONS DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE • INITIATIVE ENVOI LE 22 FÉVRIER 2022 COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES | 1 |

ESTIMATION DES DÉPENSES RELIÉES AU VOLET RECOMMANDATIONS ET AVIS :

| | RÉMUNÉRATION | | FONCTIONNEMENT |
|--|-------------------|--------------------------------|----------------------|
| | PROFESSIONNELS | EMPLOIS TECHNIQUE ET BUREAU | |
| NOMBRE ETC UTILISÉS | 7.5 | 2 | |
| ETC TOTAL DES EFFECTIFS RECHERCHE | 9.54 | 3.00 | |
| POURCENTAGE | 78.6 % | 50.1 % | |
| RÉMUNÉRATION RCH COMPLÈTE | 831 303 \$ | 347 684 \$ | * |
| RÉMUNÉRATION (SELON NOMBRE ETC...) | 653 540 \$ | 174 278 \$ | |
| RÉMUNÉRATION TOTALE CDPDJ | 12 647 253 \$ | 12 547 253\$ | * |
| POURCENTAGE | 5.2 % | 1.4 % | |
| FRAIS DE DÉPLACEMENT | | | 2 424 \$ |
| FRAIS DE DÉPLACEMENT CDPDJ | | | 32 841 \$ |
| POURCENTAGE | | | 7.4 % |
| TOTAL DES DÉPENSES RCH (UTILISÉ) | | | 830 242 \$ |
| TOTAL DES DÉPENSES CDPDJ | | | 15 499 013 \$ |
| POURCENTAGE SUR BUDGET TOTAL CDPDJ | | | 5,4 % |

* EXCLUANT CONTRIBUTION EMPLOYEUR

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, IL NOUS APPARAÎT IMPORTANT DE DONNER UNE VUE D’ENSEMBLE DES ACTIVITÉS POUR BIEN COMPRENDRE LES RÉSULTATS EN TERMES DE DÉLAIS.

DEMANDES À L’ACCUEIL

| | 2021-2022 (28 fév) |
|-------------------------------|-----------------------|
| | TOTAL |
| SECTEUR DROITS DE LA PERSONNE | 8 242 |
| SECTEUR DROITS DE LA JEUNESSE | 952 |
| DEMANDES À PORTÉE GÉNÉRALE | 174 |
| TOTAL | 9 368 |

LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2022, EN COMPARAISON AVEC L’ANNÉE PRÉCÉDENTE, INDIQUENT UNE HAUSSE DE 2460 DEMANDES DANS LE SECTEUR DES DROITS DE LA PERSONNE, CE QUI CORRESPOND À UNE AUGMENTATION DE 42%. CETTE AUGMENTATION EST DE 10% DANS LE SECTEUR DES DROITS DE LA JEUNESSE, SOIT 82 DEMANDES DE PLUS QUE L’ANNÉE PRÉCÉDENTE. EN EFFET, AU COURS DE L’ANNÉE, LE CONTEXTE PANDÉMIQUE A ENGENDRÉ UN GRAND NOMBRE DE SOLLICITATIONS AUPRÈS DE NOS SERVICES, TEL QUE NOTAMMENT DES DEMANDES D’INFORMATION OU DES PLAINTES EN LIEN AVEC LES DIFFÉRENTES MESURES SANITAIRES IMPOSÉES PAR LE GOUVERNEMENT, LES CONDITIONS D’EXCEPTION DU MASQUE OU DE LA VACCINATION, ETC.; ET CE MÊME PARFOIS SI NOUS N’ÉTIONS PAS FORCÉMENT LE BON ORGANISME INTERLOCUTEUR.

1. LES PLAINTES EN CHARTE

| | 2021-2022 (28 fév) |
|---------------------------|-----------------------|
| | TOTAL |
| NOMBRE DE PLAINTES CHARTE | 1619 |

* A NOTER QUE LE MODE DE CALCUL A ÉTÉ MODIFIÉ PAR RAPPORT AUX ANNÉES PRÉCÉDENTES. AFIN DE RENDRE MIEUX COMPTE DES PLAINTES TRANSMISES À LA COMMISSION, UNE DISTINCTION PLUS FINE A ÉTÉ OPÉRÉE AFIN D’EN EXCLURE LES DEMANDES D’INFORMATION SPÉCIALISÉE. PAR AILLEURS, IL S’AGIT ICI DES PLAINTES REÇUES AFIN D’EN DÉTERMINER LA RECEVABILITÉ.

ON CONSTATE QU’IL Y A EU BEAUCOUP DE DEMANDES À L’ACCUEIL, MAIS QUE DE CES DEMANDES, LES PLAINTES TRANSMISES À LA COMMISSION ONT DIMINUÉ DE 117 EN COMPARAISON À L’ANNÉE PRÉCÉDENTE.

2. DOSSIERS D’ENQUÊTES OUVERTS

| | 2021-2022 (28 fév) |
|--|-----------------------|
| | TOTAL |
| NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE OUVERTS PENDANT 2021-2022 | 483 |

UNE FOIS L’ANALYSE DE LA RECEVABILITÉ COMPLÉTÉE, LES PLAINTES JUGÉES RECEVABLES MÈNENT À L’OUVERTURE D’UN DOSSIER D’ENQUÊTE. LES DONNÉES, AU 28 FÉVRIER 2022, INDIQUE UNE BAISSSE DE 174 DOSSIERS, SOIT UNE DIMINUTION DE 26% PAR RAPPORT À L’ANNÉE PRÉCÉDENTE. À NOTER QUE LES DOSSIERS D’ENQUÊTES OUVERTS NE SONT PAS NÉCESSAIREMENT DES PLAINTES REÇUES DURANT LA MÊME ANNÉE DE RÉFÉRENCE.

3. DOSSIERS FERMÉS

| | 2021-2022 (28 fév) |
|---------------------------|-----------------------|
| | TOTAL |
| NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS | 1401 |

*A NOTER QUE LE MODE DE CALCUL A ÉTÉ MODIFIÉ PAR RAPPORT AUX ANNÉES PRÉCÉDENTES, AFIN DE RENDRE COMPTE DU TRAITEMENT DE L’ENSEMBLE DES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS REÇUES ET NON SEULEMENT DES DOSSIERS FERMÉS À LA SUITE D’UNE DÉCISION.

UN DOSSIER FERMÉ EST TOUTE PLAINTÉ AYANT ÉTÉ TRAITÉE ET FINALISÉE. CELA COMPREND AUTANT LES PLAINTES JUGÉES NON RECEVABLES APRÈS ANALYSE, QUE LES PLAINTES FERMÉES ADMINISTRATIVEMENT, OU ENCORE SUITE À LA DÉCISION DE LA COMMISSION. CELA PEUT DONC ÊTRE À LA SUITE D’UNE INSUFFISANCE DE PREUVE, D’UN RÈGLEMENT ENTRE LES PARTIES OU ENCORE DE L’OBTENTION D’UN JUGEMENT DU TRIBUNAL.

AU 28 FÉVRIER 2022, LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET FINALISÉS POUR L’ANNÉE 2021-2022 A AUGMENTÉ DE 2% COMPARATIVEMENT À L’EXERCICE PRÉCÉDENT.

4. LES DÉLAIS

| | |
|---|-----------------------|
| SANS JUDICIARISATION | 2021-2022 (28 fév) |
| | TOTAL |
| DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT (EN JOURS) TOUTES PLAINTES | 287 |
| DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS D'ENQUÊTES (EN JOURS) | 452 |

LE CALCUL DU DÉLAI SE FAIT À PARTIR DE TOUS LES DOSSIERS DE PLAINTÉ TRAITÉS ET FINALISÉS PENDANT LA PÉRIODE VISÉE, DE LA DATE DE LA RÉCEPTION DE LA PLAINTÉ JUSQU'À LA DATE À LAQUELLE LE DOSSIER EST FERMÉ.

SONT EXCLUS DU CALCUL LES DOSSIERS AYANT PASSÉ PAR L'ÉTAPE DE LA NÉGOCIATION DES MESURES DE REDRESSEMENT ET DE LA JUDICIARISATION DU DOSSIER PUISQUE LE CONTRÔLE DU DOSSIER N'EST PLUS SOUS LA PROPRE ET SEULE AUTORITÉ DE LA COMMISSION, UNE FOIS LA DÉCISION RENDUE.

LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS NON JUDICIARISÉS A AUGMENTÉ DE 15 JOURS AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE POUR L'ENSEMBLE DU TRAITEMENT DES PLAINTES. POUR LES DOSSIERS D'ENQUÊTE AYANT MENÉ À UNE DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION, LE DÉLAI MOYEN EST RESTÉ CONSTANT.

P.154 LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, DES COMMISSIONS SCOLAIRES, DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D’ACCÈS À L’ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2022, ET BILAN DE L’APPLICATION DE LA *LOI SUR L’ÉQUITÉ EN MATIÈRE D’EMPLOI* À CE JOUR.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

**LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES
PROGRAMME D’OBLIGATION CONTRACTUELLE**

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

BOIS D’ŒUVRE CEDRICO INC.
PG SOLUTIONS INC.

TOTAL : 2

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

NUTRINOR, COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE DU SAGUENAY LAC ST-JEAN

TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

ABB BOMEM INC.
ALITHYA CANADA INC.
CHÂTEAU MONT-SAINTÉ-ANNE INC.
COFOMO QUÉBEC INC.
CPU SERVICE D’ORDINATEUR INC.
DESCHAMPS IMPRESSION INC.
DUVALTEX (CANADA) INC.
ENTREPRISES JULIEN INC.
EXFO INC.
GROUPE EDGENDA INC.
INDUSTRIELLE-ALLIANCE COMPAGNIE D’ASSURANCE SUR LA VIE
IRON MOUNTAIN CANADA CORPORATION
LES SERVICES ÉNERGÉTIQUES ÉCOSYSTEM INC.
LES SOLUTIONS VICTRIX INC.
LEVIO CONSEILS INC.
MCKINNON
MICRO LOGIC SAINTÉ-FOY LTÉE
MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.
NORDA STELO INC.
NURUN INC.
PMT ROY ASSURANCES ET SERVICES FINANCIERS INC.
R3D CONSEIL INC.
SERVICE ALIMENTAIRE GORDON LTÉE
SSQ VIE
TECHNOCONSEIL (TC) INC

TOTAL : 25

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

CANADEL INC.
CONCEPT ECO-PLEIN-AIR LE BALUCHON INC.
DUCHESNE & FILS LTÉE
G.A. BOULET INC.
PLURITEC INC.
SÉCURITÉ DE FRANCHEVILLE INC.
SIGNALÉTIK INC.

TOTAL : 7

RA05 : ESTRIE

SIGNALISATION LAURENTIENNE INC., DIV. GROUPE SIGNALISATION

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

ADVANTECH TECHNIQUES DE POINTE POUR FAISCEAUX HERTZIENS INC.
AECOM CONSULTANTS INC.
ARCHITECTURE EVOQ INC.
BITUMAR INC.
CANON CANADA INC. DIVISION SOLUTIONS D'AFFAIRES
CMC ÉLECTRONIQUE INC.
DOMTAR INC.
DOUBLETEX
FNX-INNOV INC.
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.
GBI EXPERTS-CONSEILS INC.
GHD CONSULTANTS LTÉE
GROUPE CONSEIL FXINNOVATION INC.
GROUPE CONSEIL OSI INC.
GROUPE SNC-LAVALIN INC.
ESIT CANADA SERVICES AUX ENTREPRISES CIE
IBM CANADA LTÉE
INDUSTRIES GOODWILL RENAISSANCE MONTRÉAL INC.
INDUSTRIES WAJAX LIMITÉE
KPMG
KRUGER INC.
LACTALIS CANADA INC.
LE GROUPE CGI
LES SERVICES EXP INC.
LINDE CANADA LIMITÉE
MARSH CANADA LIMITÉE
MICHAEL ROSSY LTÉE
MOORE WALLACE CORPORATED
MPB COMMUNICATIONS INC.
NCR CANADA LTÉE
NEPTUNE SECURITY SERVICES INC.
ORACLE CORPORATION CANADA INC.
PRICEWATERHOUSECOOPERS
QUÉBECOR MÉDIA INC.
REXEL CANADA ÉLECTRIQUE INC./DIVISION NEDCO
SERVICES FINANCIERS NCO INC.
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS INC
SOCIÉTÉ TRADER/TRADER CORPORATION
STELLA-JONES INC.
SUPREMEX INC.
SYSCO SERVICES ALIMENTAIRES DU CANADA INC.
TELAV INC.
TETRA TECH QI INC.
VALACTA, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.
VERITIV CANADA INC.
WSP CANADA INC.
XEROX CANADA LTÉE

TOTAL : 48

RA07 : OUTAOUAIS

LA RELANCE OUTAOUAIS INC.
LAUZON - PLANCHERS DE BOIS EXCLUSIFS INC.

TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI

AGRICO EAGLE — COMPLEXE MINIER LAROMDE
BEN DESHAIES INC.
IAMGOLD CORPORATION — MINE WESTWOOD
RAYONIER AM

TOTAL : 4

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

SEL WINDSOR LTÉE / DIVISION MINES SELEINE

TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

BOULANGERIE SAINT-MÉTHODE INC.
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE
ÉQUIPEMENTS SIGMA INC.
GROUPE CANAM INC
GROUPE COLABOR INC.
IMPRIMERIE SOLISCO INC.

IPL NORTH AMERICA INC.
MAIBEC INC.
MAINTENANCE EUREKA LTÉE
MONTEL INC.
ROUSSEAU MÉTAL INC.
TEKNION ROY & BRETON

TOTAL : 12

RA13 : LAVAL

CIMA + SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE
ENGLOBE CORP.
ÉQUIPEMENT SMS INC.
IDÉAL MÉTAL INC.
MICHELIN AMÉRIQUE DU NORD (CANADA) INC.
SAMUEL & FILS & CIE (QUÉBEC) LTÉE
SONEPAR CANADA INC. DIVISION LUMEN
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE
SUPÉRIEUR PROPANE INC.
TRANSELEC/COMMON INC.
TRIMAX SÉCURITÉ INC
UNIBOARD CANADA INC.

TOTAL : 12

RA14 : LANAUDIÈRE

BRIDGESTONE CANADA INC.

TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES

BELL TEXTRON CANADA LIMITÉE
SAFRAN SYSTÈMES D'ATTERRISSAGE CANADA INC.
STATION MONT-TREMBLANT SOCIÉTÉ EN COMMANDITE

TOTAL : 3

RA16 : MONTÉRÉGIE

AGROPUR COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE
AIRBOSS GROUPE DÉFENSE
ALIMPLUS INC.
BOMBARDIER INC.
BOULANGERIE GADOUA LTÉE
EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.
GOODFELLOW INC.
GROUPE ABS INC.
GROUPE CIVITAS INC.
GROUPE LACASSE INC.
INFRASTRUCTEL INC.
LAFARGE CANADA INC. / USINE DE ST-CONSTANT
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
LES PRODUITS NEPTUNE INC.
LOISELLE INC.
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
SKI BROMONT INC.
SKI SUTTON INC.
UNI-SELECT INC

TOTAL : 19

| |
|--------------------------|
| GRAND TOTAL : 138 |
|--------------------------|

LISTE DES ORGANISMES PUBLICS
ASSUJETTIS À LA LOI

ÉDUCATION - CÉGEPs

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

- CÉGEP DE LA POCATIÈRE
- CÉGEP DE MATANE
- CÉGEP DE RIMOUSKI
- CÉGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP

TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

- CÉGEP DE CHICOUTIMI
- CÉGEP DE JONQUIÈRE
- CÉGEP DE SAINT-FÉLICIEN
- COLLÈGE D'ALMA

TOTAL : 4

RA03 : QUÉBEC

- CÉGEP DE LIMOILOU
- CÉGEP DE SAINTE-FOY
- COLLÈGE FRANÇOIS-XAVIER-GARNEAU

TOTAL : 3

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

- CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES
- COLLÈGE SHAWINIGAN

TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

- CÉGEP DE SHERBROOKE
- CHAMPLAIN RÉGIONAL COLLEGE

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

- CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU
- CÉGEP DE SAINT-LAURENT
- CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL
- CÉGEP MARIE-VICTORIN
- COLLÈGE AHUNTSIC
- COLLÈGE DE BOIS-DE-BOULOGNE
- COLLÈGE DE MAISONNEUVE
- COLLÈGE DE ROSEMONT
- COLLÈGE GÉRALD-GODIN
- DAWSON COLLEGE
- JOHN ABBOTT COLLEGE
- VANIER COLLEGE

TOTAL : 12

RA07 : OUTAOUAIS

- COLLÈGE DE L'OUTAOUAIS
- CÉGEP HERITAGE COLLEGE

TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI

- CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

TOTAL : 1

RA09 : CÔTE-NORD

- CÉGEP DE BAIE-COMEAU
- CÉGEP DE SEPT-ÎLES

TOTAL : 2

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

- CÉGEP DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES

TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CÉGEP BEAUCE-APPALACHES
CÉGEP DE LÉVIS-LAUZON
CÉGEP DE THETFORD

TOTAL : 3

RA13 : LAVAL

COLLÈGE MONTMORENCY

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE

TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES

CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME
COLLÈGE LIONEL-GROULX

TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE

CÉGEP DE GRANBY HAUTE-YAMASKA
CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE
CÉGEP DE SOREL-TRACY
CÉGEP SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
COLLÈGE DE VALLEYFIELD
COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT

TOTAL : 6

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

CÉGEP DE DRUMMONDVILLE
CÉGEP DE VICTORIAVILLE

TOTAL : 2

ÉDUCATION — COLLÈGES PRIVÉS

RA03 : QUÉBEC

CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY
COLLÈGE MÉRICI

TOTAL : 2

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

COLLÈGE LAFLÈCHE

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET
COLLÈGE LASALLE
COLLÈGE MARIANOPOLIS
COLLÈGE SAINTE-ANNE

TOTAL : 4

ÉDUCATION — (CENTRES DE SERVICES SCOLAIRE / COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES)

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE KAMOURASKA — RIVIÈRE-DU-LOUP
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PHARES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU FLEUVE-ET-DES-LACS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES MONTS-ET-MARÉES

TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS

TOTAL : 4

RA03 : QUÉBEC

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE CHARLEVOIX
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CAPITALE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE PORTNEUF
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DÉCOUVREURS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PREMIÈRES-SEIGNEURIES
COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUÉBEC

TOTAL : 6

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY

TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SOMMETS
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS

TOTAL : 4

RA06 : MONTRÉAL

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS
COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTRÉAL
COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-PEARSON

TOTAL : 5

RA07 : OUTAOUAIS

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE AU CŒUR-DES-VALLÉES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DRAVEURS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS
COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUÉBEC

TOTAL : 5

RA08 : ABITIBI

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE ROUYN-NORANDA
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-ABITIBI
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-TÉMISCAMINGUE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE HARRICANA

TOTAL : 5

RA09 : CÔTE-NORD

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA MOYENNE-CÔTE-NORD
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU FER
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LITTORAL

TOTAL : 4

RA10 : NORD-DU-QUÉBEC

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BAIE-JAMES

TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES CHIC-CHOCs
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES ÎLES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE RENÉ-LÉVESQUE
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES

TOTAL : 4

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BEAUCE-ÉTCHÉMIN
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES APPALACHES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES NAVIGATEURS

TOTAL : 4

RA13 : LAVAL
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LAVAL

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES AFFLUENTS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SAMARES

TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-LAURENTIDES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES LAURENTIDES
COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER

TOTAL : 5

RA16 : MONTÉRÉGIE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA VALLÉE-DES-TISSERANDS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SOREL-TRACY
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES GRANDES-SEIGNEURIES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PATRIOTES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES TROIS-LACS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARIE-VICTORIN
COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS
COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE

TOTAL : 11

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVERAINE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES CHÊNES

TOTAL : 3

ÉDUCATION - UNIVERSITÉS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

TOTAL : 1

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
TÉLÉ-UNIVERSITÉ
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC (SIÈGE SOCIAL)
UNIVERSITÉ LAVAL

TOTAL : 5

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE
UNIVERSITÉ BISHOP'S
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL
ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTRÉAL
ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ CONCORDIA
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
UNIVERSITÉ MCGILL

TOTAL : 7

RA07 : OUTAOUAIS
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

TOTAL : 1

ÉDUCATION — ÉTABLISSEMENTS D’ENSEIGNEMENT PRIVÉS PRIMAIRES-SECONDAIRES

RA03 : QUÉBEC
COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY
COLLÈGE SAINT-CHARLES-GARNIER
SÉMINAIRE SAINT-FRANÇOIS

TOTAL : 3

RA05 : ESTRIE
SÉMINAIRE DE SHERBROOKE

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL
ACADÉMIE SOLOMON SCHECHTER
COLLÈGE CHARLEMAGNE INC.
COLLÈGE INTERNATIONAL MARIE DE FRANCE
COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF
COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS
COLLÈGE NOTRE-DAME-DU-SACRÉ-CŒUR
COLLÈGE REGINA ASSUMPTA
COLLÈGE SAINTE-MARCELLINE
COLLÈGE STANISLAS
ÉCOLE MARIE-CLARAC
ÉCOLE PETER HALL INC.
ÉCOLE SELWYN HOUSE
ÉCOLE VANGUARD QUÉBEC LTÉE
LES ÉCOLES JUIVES POPULAIRES ET LES ÉCOLES PERETZ
LOWER CANADA COLLEGE
LES ÉCOLES AZRIELI TALMUD TORAH – HERZLIAH
VILLA MARIA

TOTAL : 17

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES
COLLÈGE DE LÉVIS

TOTAL : 1

RA13 : LAVAL
COLLÈGE LAVAL

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE
COLLÈGE DE L'ASSOMPTION
COLLÈGE SAINT-SACREMENT

TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES
ACADÉMIE LAFONTAINE
ACADÉMIE SAINTE-THÉRÈSE

TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE
COLLÈGE BOURGET
COLLÈGE CHARLES-LEMOYNE
COLLÈGE DUROCHER SAINT-LAMBERT
COLLÈGE JEAN DE LA MENNAIS

TOTAL : 4

MUNICIPALITÉS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT
VILLE DE RIMOUSKI
VILLE DE RIVIÈRE-DU-LOUP

TOTAL : 2

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
VILLE D'ALMA
VILLE DOLBEAU-MISTASSINI
VILLE DE SAGUENAY

TOTAL : 3

RA03 : QUÉBEC
VILLE DE PONT-ROUGE
VILLE DE QUÉBEC

TOTAL : 2

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS
VILLE DE LA TUQUE
VILLE DE SHAWINIGAN
VILLE DE TROIS-RIVIÈRES

TOTAL : 3

RA05 : ESTRIE
VILLE DE MAGOG
VILLE DE SHERBROOKE

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL
VILLE DE BEACONSFIELD
VILLE DE CÔTE-SAINT-LUC
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX
VILLE DE DORVAL
VILLE DE KIRKLAND
VILLE DE MONTRÉAL
VILLE DE MONT-ROYAL
VILLE DE POINTE-CLAIRE
VILLE DE WESTMOUNT

TOTAL : 9

RA07 : OUTAOUAIS
VILLE DE GATINEAU

TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI
VILLE D'AMOS
VILLE DE ROUYN-NORANDA
VILLE DE VAL-D'OR

TOTAL : 3

RA09 : CÔTE-NORD
VILLE DE BAIE-COMEAU
VILLE DE SEPT-ÎLES

TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES
VILLE DE LÉVIS
VILLE DE SAINT-GEORGES
VILLE DE THETFORD MINES

TOTAL : 3

RA13 : LAVAL
VILLE DE LAVAL

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE
VILLE DE JOLIETTE
VILLE DE L’ASSOMPTION
VILLE DE MASCOUCHE
VILLE DE REPENTIGNY
VILLE DE TERREBONNE

TOTAL : 5

RA15 : LAURENTIDES
VILLE DE BLAINVILLE
VILLE DE BOISBRIAND
VILLE DE DEUX-MONTAGNES
VILLE DE MIRABEL
VILLE DE MONT-LAURIER
VILLE DE MONT-TREMBLANT
VILLE DE ROSEMÈRE
VILLE DE SAINTE-THÉRÈSE
VILLE DE SAINT-EUSTACHE
VILLE DE SAINT-JÉRÔME

TOTAL : 10

RA16 : MONTÉRÉGIE
VILLE DE BEAUHARNOIS
VILLE DE BELOEIL
VILLE DE BOUCHERVILLE
VILLE DE BROSSARD
VILLE DE CANDIAC
VILLE DE CHAMBLY
VILLE DE CHÂTEAUGUAY
VILLE DE GRANBY
VILLE DE LA PRAIRIE
VILLE DE LONGUEUIL
VILLE DE MERCIER
VILLE DE MONT-SAINT-HILAIRE
VILLE DE SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE
VILLE DE SAINTE-JULIE
VILLE DE SAINT-HYACINTHE
VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
VILLE DE SAINT-LAMBERT
VILLE DE SAINT-LAZARE
VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
VILLE DE SOREL-TRACY
VILLE DE VARENNES
VILLE DE VAUDREUIL-DORION

TOTAL : 22

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC
VILLE DE BÉCANCOUR
VILLE DE DRUMMONDVILLE
VILLE DE VICTORIAVILLE

TOTAL : 3

RÉGIES INTERMUNICIPALES DE POLICE

RA15 : LAURENTIDES
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE

TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU SAINT-LAURENT
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ROUSSILLON

TOTAL : 2

SANTÉ — CENTRE DE SANTÉ

RA06 : MONTRÉAL
CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE-SAINT-CHARLES

TOTAL : 1

SANTÉ — CENTRES DE RÉADAPTATION

RA06 : MONTRÉAL
CENTRE D'ACCUEIL LE PROGRAMME DE PORTAGE INC.
VILLA MÉDICA INC.

TOTAL : 2

SANTÉ — CENTRES HOSPITALIERS

RA03 : QUÉBEC
CHU DE QUÉBEC
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL
CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE
CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL
HÔPITAL MARIE-CLARAC DES SŒURS DE CHARITÉ DE STE-MARIE (1995) INC.
HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS (QUÉBEC) INC.
INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL
INSTITUT NATIONAL DE PSYCHIATRIE LÉGALE PHILIPPE-PINET

TOTAL : 7

SANTÉ — CISSS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT
CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT

TOTAL : 1

RA07 : OUTAOUAIS
CISSS DE L'OUTAOUAIS

TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI
CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

TOTAL : 1

RA09 : CÔTE-NORD
CISSS DE LA CÔTE-NORD

TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE
CISSS DE LA GASPÉSIE
CISSS DES ÎLES

TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES
CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES

TOTAL : 1

RA13 : LAVAL
CISSS DE LAVAL

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE
CISSS DE LANAUDIÈRE

TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES
CISSS DES LAURENTIDES

TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST
TOTAL : 3

SANTÉ — CIUSSS

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-ST-JEAN

TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC
CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE

TOTAL : 1

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS
CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC

TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE
CIUSSS DE L'ESTRIE

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL
CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL

TOTAL : 5

SANTÉ — CLSC - CHSLD

RA03 : QUÉBEC
CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-JEAN-ÉUDES INC.
JARDINS DU HAUT SAINT-LAURENT (1992) INC.

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LA MAISON-SAINT-JOSEPH INC.
CENTRE LE CARDINAL INC.
CHÂTEAU WESTMOUNT INC.
CHSLD BAYVIEW INC.
CHSLD BOURGET INC.
CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME DE LOURDES INC.
GROUPE CHAMPLAIN INC.
GROUPE ROY SANTÉ INC.
RÉSIDENCE ANGELICA
RÉSIDENCE BERTHIAUME-DU TREMBLAY
VIGI SANTÉ LTÉE

TOTAL : 11

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES
CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LÉVIS INC.

TOTAL : 1

RA13 : LAVAL
CHSLD AGE3 INC.
MANOIR ST-PATRICE INC.
SANTÉ COURVILLE INC.

TOTAL : 3

RA14 : LANAUDIÈRE
CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE HEATHER INC. (GROUPE SANTÉ ARBEC)
CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE INC.

TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE
CHSLD ARGYLE INC., LES ÉCLUSES ST-LAMBERT, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE

TOTAL : 1

SANTÉ — CSSS

RA10 : NORD-DU-QUÉBEC
CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES
TOTAL : 1

SOCIÉTÉS DE TRANSPORT

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC
RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE
TOTAL : 1

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE TROIS-RIVIÈRES
TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL
TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LÉVIS
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE
RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL
TOTAL : 1

SOCIÉTÉS D'ÉTAT

RA03 : QUÉBEC
AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC
INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC
MUSÉE DE LA CIVILISATION
MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
TOTAL : 8

RA06 : MONTRÉAL
AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC
CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ
HÉMA-QUÉBEC
HYDRO-QUÉBEC
INVESTISSEMENT QUÉBEC — CRIQ
PARC OLYMPIQUE
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES (SODEC)
SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL
SOCIÉTÉ DE TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
SOQUIJ
TOTAL : 16

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC
ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
TOTAL : 1

SÛRETÉ DU QUÉBEC

RA06 : MONTRÉAL
QUARTIER GÉNÉRAL - SÛRETÉ DU QUÉBEC
TOTAL : 1

GRAND TOTAL : 338

ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION

IL Y A **338** ORGANISMES PUBLICS VISÉS PAR LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS

| AU 28 FÉVRIER 2022 | | TOTAL DES ORGANISMES | | CENTRES DE SERVICES SCOLAIRE / COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES | | ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS ¹ | | CÉGEPS | | UNIVERSITÉS | | SOCIÉTÉS D'ÉTAT | | MUNICIPALITÉS | | SOCIÉTÉS DE TRANSPORT | | RÉGIES INTERMUNICIPALES DE POLICE | | SÛRETÉ DU QUÉBEC | | RSSS | |
|-----------------------------|---|----------------------|-------|--|------|---|-------|--------|------|-------------|------|-----------------|-----|---------------|-------|-----------------------|-----|-----------------------------------|------|------------------|------|------|------|
| POUR LES CINQ GROUPES VISÉS | TOTAL | | | 70 | | 38 | | 48 | | 19 | | 25 | | 71 | | 8 | | 3 | | 1 | | 55 | |
| | PHASES | NBRE | % | NBRE | % | NBRE | % | NBRE | % | NBRE | % | NBRE | % | NBRE | % | NBRE | % | NBRE | % | NBRE | % | NBRE | % |
| | ANALYSE DES EFFECTIFS | 17 | 5% | | | 1 | 2.6% | | | | | | | 16 | 22.5% | | | | | | | | |
| | ÉVALUATION DE L'ANALYSE DES EFFECTIFS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | DÉTERMINATION DE LA SOUS-REPRÉSENTATION | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | ÉLABORATION DU PROGRAMME | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | ÉVALUATION DU RAPPORT D'ÉLABORATION | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION (1 ^{RE} PÉRIODE DE TROIS ANS) | 1 | 0.3% | | | 1 | 2.6% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | IMPLANTATION DU PROGRAMME (1 ^{RE} PÉRIODE DE TROIS ANS) | 2 | 0.6% | | | | | | | | | | | | | 2 | 25% | | | | | | |
| | ÉVALUATION DU RAPPORT D'IMPLANTATION (1 ^{RE} PÉRIODE DE TROIS ANS) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION (2 ^E PÉRIODE DE TROIS ANS) | 2 | 0.6% | | | 2 | 5.3% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | IMPLANTATION DU PROGRAMME (2 ^E PÉRIODE DE TROIS ANS) | 64 | 18.9% | | | 1 | 2.6% | | | | | 4 | 16% | 1 | 1.4% | | | 3 | 100% | | | 55 | 100% |
| | ÉVALUATION DU RAPPORT D'IMPLANTATION (2 ^E PÉRIODE DE TROIS ANS) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | IMPLANTATION DU PROGRAMME (3 ^E PÉRIODE DE TROIS ANS) | 52 | 74.6% | 70 | 100% | 33 | 86.8% | 48 | 100% | 19 | 100% | 21 | 84% | 54 | 76.1% | 6 | 75% | | | 1 | 100% | | |

¹ LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS REGROUPENT 38 ORGANISMES PUBLICS, SOIT LES COLLÈGES PRIVÉS ET LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS PRIMAIRES-SECONDAIRES

P.155 ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS PRIVÉS AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE **À LOUER SANS DISCRIMINATION**, LA COMMISSION A PUBLIÉ DEUX DOCUMENTS POUR INFORMER LES PROPRIÉTAIRES ET LES LOCATAIRES AU SUJET DE LEURS DROITS ET OBLIGATIONS. ELLE A CONTINUÉ TOUTE L'ANNÉE DE FAIRE LA PROMOTION DE CES OUTILS AINSI QUE LA DISTRIBUTION DE L’AFFICHE « À LOUER SANS DISCRIMINATION » QUI RAPPELLE QUE LA DISCRIMINATION BASÉE SUR L’UN DES 14 MOTIFS PRÉVUS À LA CHARTE DONT LA « RACE », LA COULEUR DE LA PEAU ET L’ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE EST INTERDITE.

ELLE A AUSSI LANCÉ **LOGEMENT ACADEMIE**, UNE VIDÉO QUI IMITE UNE ÉMISSION DE TÉLÉRÉALITÉ POUR SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES À LEURS OBLIGATIONS LÉGALES ET AINSI PRÉVENIR LA DISCRIMINATION NOTAMMENT ENVERS LES PERSONNES RACISÉES. LA VIDÉO A ÉTÉ PROMUE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX ET SUR LE SITE DE RECHERCHE DE LOGENT « APPARTOGO ».

UNE PAGE WEB DESTINÉE AUX PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENT ET UNE AUTRE POUR LES LOCATAIRES SONT ACCESSIBLES SUR NOTRE SITE INTERNET POUR INFORMER DES DROITS ET OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE LOGEMENT, PRINCIPALEMENT EN CE QUI A TRAIT À LA DISCRIMINATION.

QUATRE (4) FORMATIONS ONT ÉTÉ OFFERTES DURANT LA PÉRIODE SUR LE THÈME DU LOGEMENT DONT UNE LORS DU FORUM HABITATION QUÉBEC ORGANISÉ PAR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION (MAMH) EN DÉCEMBRE 2021. CES ACTIVITÉS ONT RASSEMBLÉ 194 PARTICIPANTS.

AU NIVEAU DU PROCESSUS DE TRAITEMENT DES PLAINTES, UN TRAITEMENT PARTICULIER EST ASSURÉ AUX DOSSIERS EN MATIÈRE DE LOGEMENT. DÈS LA RÉCEPTION DE LA PLAINTÉ, UNE INTERVENTION RAPIDE EST MENÉE EN COMMUNIQUANT AVEC LA PERSONNE PLAIGNANTE AFIN DE SAVOIR SI L’OBTENTION DU LOGEMENT REFUSÉ EST EN LITIGE. SI TEL EST LE CAS, UNE COMMUNICATION EST FAITE RAPIDEMENT AUPRÈS DU PROPRIÉTAIRE POUR L’INFORMER DE LA PLAINTÉ, EXPLIQUER CE QU’EST UN REFUS DISCRIMINATOIRE ET VÉRIFIER SI LE LOGEMENT EST TOUJOURS DISPONIBLE. L’OBJECTIF EST DE TENTER PAR CETTE INTERVENTION RAPIDE D’AMENER UNE RÉOLUTION DE LA SITUATION.

CES INTERVENTIONS SONT DE NATURE À SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES AUX SITUATIONS DE DISCRIMINATION, PLUS PARTICULIÈREMENT LA DISCRIMINATION RACIALE OU ENCORE CELLE FONDÉ SUR LE HANDICAP, ET DE RAPPELER LEURS OBLIGATIONS QUANT À LA LOCATION D’UN LOGEMENT.

ENTRE LE 1 AVRIL 2021 ET LE 28 FÉVRIER 2022, 96 PLAINTES DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT ONT ÉTÉ REÇUES ET 30 ONT FAIT L’OBJET D’UNE INTERVENTION RAPIDE. LES PLAINTES DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT REPRÉSENTENT 6% DE L’ENSEMBLE DES PLAINTES REÇUES. 17 SONT BASÉES SUR LES MOTIFS DE DISCRIMINATION COMBINÉS DE LA RACE, COULEUR ET ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE, SOIT 12%.

LES CAMPAGNES SUCCESSIVES DE SENSIBILISATION SEMBLANT AVOIR UN EFFET BÉNÉFIQUE PUISQUE LA PROPORTION DES PLAINTES SUR CES MOTIFS REPRÉSENTAIENT 32% DES PLAINTES DU SECTEUR LOGEMENT L’ANNÉE PRÉCÉDENTE.

P.156 NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2021-2022. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDES D’INTERVENTION EN JEUNESSE

| MOTIFS D’INSATISFACTION | 2021-2022 (28 FÉV) |
|--|-----------------------|
| COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES | 52 |
| DÉCISION PRISE DANS L’INTÉRÊT DE L’ENFANT | 56 |
| DPJ | 3 |
| ENTENTE PROVISOIRE | 0 |
| ÊTRE ENTENDU, INFORMÉ ET ACCOMPAGNÉ | 53 |
| ÉVALUATION ET ORIENTATION | 27 |
| EXCLUSIVITÉ DES RESPONSABILITÉS | 17 |
| LSJPA COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES | 0 |
| LSJPA SERVICES SOCIAUX | 1 |
| MESURES DISCIPLINAIRES EN CENTRE DE RÉADAPTATION | 4 |
| MILIEU SUBSTITUT | 25 |
| ORDONNANCE | 21 |
| SERVICES SOCIAUX* | 78 |
| SIGNALEMENT | 26 |
| STABILITÉ DES LIENS ET DES CONDITIONS DE VIE | 14 |
| NON PRÉCISÉ | 1 |
| TOTAL | 378 |

* INCLUANT LES SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES D’ÉDUCATION

L'accès aux services adéquats et requis est le motif d'insatisfaction pour lequel la Commission a été le plus interpellé cette année (21 %). Les insatisfactions exprimées concernant les décisions prises dans le meilleur intérêt de l'enfant occupent le deuxième rang (15%). Les demandes en lien avec le droit d'être entendu, informé et accompagné représentent 14% des demandes d'intervention alors que le respect du droit à des communications confidentielles représente également 14% des demandes reçues.

DEMANDES D’ENQUÊTE JEUNESSE

| RÉGION ADMINISTRATIVE | 2021-2022 (28 FÉV) |
|-------------------------------------|-----------------------|
| ABITIBI-TÉMISCAMINGUE | 3 |
| BAS-SAINT-LAURENT | 19 |
| CAPITALE-NATIONALE | 35 |
| CHAUDIÈRE-APPALACHES | 12 |
| CÔTE-NORD | 1 |
| ESTRIE | 23 |
| GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE | 9 |
| LANAUDIÈRE | 35 |
| LAURENTIDES | 27 |
| LAVAL | 25 |
| MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC | 41 |
| MONTÉRÉGIE | 42 |
| MONTRÉAL | 74 |
| NORD-DU-QUÉBEC | 6 |
| OUTAOUAIS | 15 |
| SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN | 11 |
| NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT | 0 |
| TOTAL DEMANDES D’ENQUÊTE JEUNESSE | 378 |

Les données relatives aux demandes d'enquêtes selon la région, en date du 28 février 2022, permettent de constater que les régions pour lesquelles il y a eu le plus de demandes d'intervention sont, dans l'ordre, Montréal (20%), Montérégie (11%) et Mauricie-et-Centre-du-Québec (11%). Les taux des demandes en provenance des régions du Bas-St-Laurent (de 2% à 5%), de Laval (de 2% à 7%) et de l'Outaouais (de 1% à 4%) ont plus que doublé comparativement aux données de l'année dernière. La proportion des demandes pour les régions de l'Abitibi-Témiscamingue (de 3% à 0,8%), du Nord-du-Québec (de 5% à 2%) et du Saguenay-Lac-St-Jean (de 8% à 3%) a connu une baisse significative.

DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE

| RÉGION ADMINISTRATIVE | 2021-2022 (28 FÉV) |
|-------------------------------------|-----------------------|
| ABITIBI-TÉMISCAMINGUE | 2 |
| BAS-SAINT-LAURENT | 14 |
| CAPITALE-NATIONALE | 21 |
| CHAUDIÈRE-APPALACHES | 6 |
| CÔTE-NORD | 1 |
| ESTRIE | 12 |
| GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE | 9 |
| LANAUDIÈRE | 28 |
| LAURENTIDES | 19 |
| LAVAL | 12 |
| MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC | 17 |
| MONTÉRÉGIE | 27 |
| MONTRÉAL | 39 |
| NORD-DU-QUÉBEC | 4 |
| OUTAOUAIS | 14 |
| SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN | 8 |
| NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT | 0 |
| TOTAL DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE | 233 |

Les données permettent de projeter une diminution du nombre de dossiers ouverts en enquêtes jeunesse pour 2021-22. Au 28 février 2022, des 378 demandes reçues, 233 ont été dirigées vers le processus d’enquête, ce qui représente un taux de recevabilité de 62%. Les régions les plus enquêtées sont Montréal (17%), Lanaudière (12%) et Montérégie (12%). Rappelons que l’année dernière, les régions ayant fait l’objet du plus grand nombre d’enquête sont Montréal (25%), Laurentides (11%) et Montérégie (10%).

DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE

| RÉGION ADMINISTRATIVE | 2021-2022 (28 FÉV) |
|--------------------------------|-----------------------|
| ABITIBI-TÉMISCAMINGUE | 6 |
| BAS-SAINT-LAURENT | 5 |
| CAPITALE-NATIONALE | 28 |
| CHAUDIÈRE-APPALACHES | 12 |
| CÔTE-NORD | 3 |
| ESTRIE | 15 |
| GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE | 9 |
| LANAUDIÈRE | 16 |
| LAURENTIDES | 23 |
| LAVAL | 13 |
| MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC | 14 |
| MONTÉRÉGIE | 26 |
| MONTRÉAL | 53 |
| NORD-DU-QUÉBEC | 3 |
| OUTAOUAIS | 7 |
| SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN | 4 |
| NON PRÉCISÉ* | 0 |
| TOTAL DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE | 237 |

*LA RÉGION N’EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC

Entre le 1^{er} avril 2021 et le 28 février 2022, la Commission a fermé 237 dossiers en matière d’enquête jeunesse, ce qui représente une diminution par rapport à la même période l’année dernière (302 fermetures).

Le nombre de situations en vertu desquelles la Commission a agi de sa propre initiative est de 38, une augmentation importante en comparaison avec les données de l’année dernière (12).

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

Les recommandations suivantes ont été émises aux différents ministères à titre de mis-en-cause dans une enquête individuelle ou systémique ou en application de la disposition 23e) de la Loi sur la protection de la jeunesse.

Par ailleurs, des recommandations ont été émises à différents ministères à la suite du dépôt de deux rapports d'enquêtes systémiques. Le premier rapport fait état d'une enquête réalisée dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean en 2017 et la deuxième porte sur la situation des enfants inuit hébergés dans des centres de réadaptation du CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île de Montréal et du Centre de santé Tulattavik de l'Ungava en 2021.

Enquêtes systémiques

Enquête systémique concernant les enfants signalés à la DPJ du CIUSSS du Saguenay–Lac-Saint-Jean

Le 22 août 2017, la Commission était d'avis que l'enquête concernant les enfants signalés à la DPJ du CIUSSS du Saguenay–Lac-Saint-Jean avait mis en lumière des lacunes et des manquements majeurs quant aux processus d'intervention et de prise de décisions, de l'encadrement et de la formation des intervenants, ainsi que des outils cliniques dont ils disposent afin de participer à la réalisation du mandat de la DPJ.

Au terme de son enquête, la Commission avait émis vingt-trois (23) recommandations, dont six (6) adressées, à la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et saines habitudes de vie de l'époque. **Malgré l'engagement du MSSS à mettre en œuvre ces recommandations, une d'entre elles est toujours en suivi par la Commission, n'ayant pas été complètement réalisée depuis août 2017.**

Recommandation quant à la révision des standards de pratique en protection de la jeunesse

Des normes doivent être suivies par les intervenants en protection de la jeunesse du Québec relativement à la rétention et le traitement des signalements, ainsi qu'au cours de l'évaluation des situations et de l'orientation des enfants concernés. Celles-ci se retrouvent notamment dans les documents suivants :

- Les Protocoles : réception et traitement des signalements, évaluation et orientation : suite au rapport sur l'analyse des activités de réception et de traitement des signalements, et d'évaluation et d'orientation en protection de la jeunesse (Rapport Harvey), élaborés en 1988 ;
- Les Orientations relatives aux standards d'accès, de continuité, de qualité, d'efficacité et d'efficience, prévues dans l'Offre de service 2007-2012 du Programme services jeunes en difficulté révisé en 2010 ;
- Le Manuel de référence sur la protection de la jeunesse révisé en 2010 ;
- Les Indicateurs de gestion en santé et services sociaux inclus dans le Plan stratégique du MSSS 2015-2020.

Des écarts existent entre les normes proposées et l'évolution des standards, pratiques, et le respect de la Loi en matière de protection de la jeunesse. Depuis ce constat réalisé à la suite de cette enquête systémique, plusieurs enquêtes de la Commission ont mis en évidence des lésions de droit dont les enfants sont victimes à cause de standards de pratique qu'il est urgent de réviser.

Le 15 août 2019, après deux années de suivis auprès du MSSS et prenant acte que :

- Selon le Ministère, les travaux d'un groupe d'intervention tactique (GIT) mis en place par le MSSS sont en cours de réalisation ;
- Le ministère affirme que dans le cadre des travaux du GIT, la révision des standards de pratique en protection de la jeunesse a été inscrite comme action prioritaire au plan d'action *Agir sur les conditions d'accès, de qualité et de continuité des services de protection de la jeunesse* puis inscrite à un grand chantier ministériel ;
- Les travaux en cours seraient à leur seconde phase, soit la collecte et la synthèse des données et que les groupes de travail seront formés afin de documenter l'ensemble des changements ayant un impact sur l'intervention en protection de la jeunesse.

La Commission reconduit le suivi de cette recommandation et demande au MSSS de déposer auprès de la Commission en échéancier détaillé. Un document intitulé *Plan de travail – Révision des standards de pratique en protection de la jeunesse* a été reçu en octobre 2019 ainsi que l'échéancier prévoyant la fin des travaux de révision des standards de pratique en protection de la jeunesse en avril 2021. Le dernier état de situation a été reçu à la Commission le 11 janvier 2022.

La Commission poursuit son suivi de cette recommandation dans ce dossier, mais déplore que, considérant l'importance de cette recommandation dans le système de protection de la jeunesse, elle ne soit pas encore mise en œuvre près de cinq ans plus tard.

Enquête sur la situation des enfants inuit hébergés dans des centres de réadaptation du CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île de Montréal et du Centre de santé Tulattavik de l'Ungava

En mai 2021, la Commission met en lumière la situation d'enfants inuit hébergés dans des centres de réadaptation du CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal, du Centre de santé Tulattavik de l'Ungava (Unité Ulluriaq filles et Unité Ulluriaq garçons) ainsi que dans les unités de réadaptation de Salluit et d'Inukjuak.

L'enquête a permis de constater de sérieuses lacunes au sujet des services reçus à l'application des mesures, soit les délais ainsi que le manque de participation de tous les acteurs impliqués dans l'élaboration des plans d'intervention, l'absence de rencontres en personne entre le jeune et son intervenant à l'application des mesures, l'impraticabilité des interventions systémiques familiales, et les difficultés logistiques et cliniques rattachées à la réintégration du jeune dans sa communauté.

L'enquête a également révélé que les pratiques de surveillance et de restriction des conversations entre jeunes de la DPJ du CIUSSS-ODIM, l'absence de traduction des codes de vie des unités de réadaptation du CIUSSS-ODIM en inuktitut et de banque d'interprètes pour les éducateurs et l'absence de règle claire et explicite dans les codes de vie des unités de réadaptation et directives de la DPJ du CIUSSS-ODIM, relatifs à la surveillance des conversations entre jeunes hébergés contreviennent aux droits des jeunes inuit à la préservation de leur identité culturelle et à l'usage libre et sans contrainte de leur langue.

Enfin, elle a permis de démontrer que les jeunes inuit hébergés dans les unités de réadaptation du CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal ne recevaient pas de scolarisation qualifiante, tout comme ceux qui sont hébergés dans les unités de réadaptation sous l'autorité du Centre de santé Tulattavik de l'Ungava situées à Dorval.

Au terme de l'enquête, la Commission émet 32 recommandations, dont certaines adressées au **ministre de l'Éducation du Québec**.

Ainsi, la Commission est en suivi des recommandations suivantes :

- Trouver une solution durable à la question de l'admissibilité à l'enseignement en anglais des enfants inuit hors territoire, et, plus précisément, les enfants hébergés par un directeur de la protection de la jeunesse ;
- Mettre en place un mécanisme de surveillance de la scolarisation des jeunes Inuit hors territoire afin de s'assurer qu'aucun enfant ne se retrouve dans une situation de non-fréquentation scolaire par défaut d'obtenir une déclaration d'admissibilité à l'enseignement en anglais ;
- Élaborer un guide synthèse accompagné d'une formation destinée aux partenaires impliqués afin d'expliquer les démarches à entreprendre et les responsabilités des différentes parties ;
- Intégrer et recueillir des données sur les enfants autochtones, notamment relativement aux demandes d'admissibilité à l'enseignement en anglais et à leur fréquentation scolaire.

De plus, la Commission fait les recommandations suivantes, en vertu de l'article 23e).

Au **ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux** :

- Que, conformément à l'Appel à l'action 116 de la CERP, le MSSS développe, en collaboration avec les communautés autochtones, des orientations et lignes directrices au sujet des soins culturellement sécurisants pour les jeunes autochtones fréquentant les centres de réadaptation du système québécois de protection de la jeunesse et des outils cliniques validés auprès d'eux

Au **ministre de la Justice** :

- De débiter des travaux législatifs et réglementaires au sujet des dispositions la CLF concernant l'admissibilité à l'enseignement en anglais des jeunes autochtones résidant à l'extérieur de leur territoire, l'objectif étant de faciliter et d'assurer leur accès à l'éducation et de respecter leurs droits fondamentaux lorsque leur situation est prise en charge en vertu de la LPJ.

À la **Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik** :

- De créer un système de réadaptation autonome au Nunavik, permettant d'y héberger tous les enfants inuits résidant sur son territoire, et de lui faire état de son plan d'action, pour le plus grand intérêt des enfants inuit.

Le 23 juin 2021, la Commission est informée par le ministère de la Santé et des Services sociaux qu'un groupe de travail a été mis sur pied afin d'examiner les dispositions spécifiques aux enfants et aux familles des Premières Nations et Inuit dans la LPJ. De plus, le MSSS a demandé au CSSSPNQL de réfléchir à une approche impliquant différents partenaires des Premières Nations pour mettre en œuvre les appels à l'action 115 et 116 de la CERP. Ils sont en attente d'une proposition de la CSSSPNQL à cet égard. Enfin, le MSSS s'est engagé à élaborer un plan de formation dans le cadre de la démarche gouvernementale pilotée par le Secrétariat aux affaires autochtones.

La Commission poursuivra le suivi de ces recommandations.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES PLAINTES EN JEUNESSE

| | 2021-2022 (28 FÉV) |
|-----------------------------|-----------------------|
| | TOTAL |
| NOMBRE DE PLAINTES JEUNESSE | 378 |

Entre le 1^{er} avril 2021 et le 28 février 2022, la Commission a traité un total de 378 dossiers en matière jeunesse comparativement à 316 l’année précédente. Cette augmentation, peut s’expliquer, notamment, par la reprise d’activités liées à la situation pandémique.

DOSSIERS D’ENQUÊTE OUVERTS

| | 2021-2022 (28 FÉV) |
|--------------------------------------|-----------------------|
| | TOTAL |
| NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE OUVERTS | 233 |

Le nombre de dossiers d’enquête ouverts connaît une légère baisse cette année (de 259 dossiers à 233). La Commission a procédé à un exercice d’optimisation de ses processus qui inclus un support plus accru du travail en matière de recevabilité. La résultante est une orientation plus rapide vers le service des enquêtes ou vers un partenaire externe plus à même de supporter le requérant si l’objet de la plainte n’est pas dans le champ de compétence de la Commission. Davantage de références sont effectuées à l’étape antérieure à l’ouverture de l’enquête. De la perspective de la population, il en résulte des réponses plus rapides.

DOSSIERS FERMÉS

| | 2021-2022 (28 FÉV) |
|-------------------------------------|-----------------------|
| | TOTAL |
| NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE FERMÉS | 237 |

Entre le 1^{er} avril 2021 et le 28 février 2022, la Commission a traité et fermé 237 dossiers en matière jeunesse. La pénurie de personnel qui a affectée la Direction des enquêtes jeunesse peut expliquer le nombre moins élevé de fermetures comparativement à l’année dernière (302 fermetures à 237 dossiers fermés).

DOSSIERS ACTIFS

| | 2021-2022 (28 FÉV) |
|-------------------------------------|-----------------------|
| | TOTAL |
| NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE ACTIFS | 98 |

Cette donnée représente le nombre de dossiers ouverts, à la Direction des enquêtes jeunesse, au 28 février 2022. Nous notons une baisse comparativement à l’année dernière (109 dossiers actifs), ce qui est expliqué par la diminution du nombre de dossiers d’enquête ouverts.

LES DÉLAIS

| | 2021-2022 (28 FÉV) |
|---|-----------------------|
| | TOTAL |
| DÉLAI DE TRAITEMENT DES DOSSIERS D’ENQUÊTE (EN JOURS) | 116 |

Ce résultat présente une moyenne pondérée : 11 dossiers fermés par décision avec recommandations dans un délai moyen de 815 jours, 83 dossiers d’enquête traités et fermés pour des situations corrigées avec ou sans entente de mise en place de mesures correctrices, avec un délai moyen de 91 jours. Entre le 1^{er} avril 2021 et le 28 février 2022, le délai global s’élève à 116 jours comparativement à 124 jours l’année dernière pour la même période.

A. LES DÉLAIS PAR ÉTAPE

| | 2021-2022 | | |
|--------------------|-----------------------------------|----------------------------------|----------------|
| | DÉLAI MOYEN ATTENDU (EN JOURS) | DÉLAI MOYEN OBTENU (EN JOURS) | Nb DE DOSSIERS |
| RECEVABILITÉ | 15 | 14 | 361 |
| ENQUÊTE 1ERE ÉTAPE | 50 | 59 | 229 |
| ENQUÊTE 2E ÉTAPE | 180 | 194 | 43 |

Ce tableau indique les délais de traitement par étape, pour tous les dossiers dont l'étape a été complétée entre le 1^{er} avril 2021 et le 28 février 2022.

Comme mentionné précédemment, la Commission a entamé un processus d'optimisation de ces processus visant à améliorer les services rendus à la population en matière de jeunesse, notamment en visant à réduire ses délais de traitement à chacune des étapes du processus d'enquête. Par conséquent, l'ensemble des étapes ont connu une baisse dans leur délai de traitement, se rapprochant des cibles attendues aux premières et deuxièmes étapes et dépassant légèrement la cible de l'étape de la recevabilité.

Il est également important de noter que la méthode de saisie des données a été modifiée à la Direction des enquêtes jeunesse, amenant des difficultés de comparaison avec les données des années antérieures.

B. LE DÉLAI MOYEN SELON LE TYPE DE MOTIF DE FERMETURE PAR LE COMITÉ DES ENQUÊTES

| | 2021-2022 |
|---|----------------------|
| | DÉLAI MOYEN EN JOURS |
| SITUATION CORRIGÉE AVEC OU SANS ENTENTE | 815 |
| ABSENCE DE PREUVE DE LÉSION DE DROIT | - |
| DÉLAI MOYEN DES DOSSIERS TRAITÉS ET FERMÉS PAR LE COMITÉ D'ENQUÊTES | 815 |

Entre le 1^{er} avril 2021 et le 28 février 2022, 54 rapports ont été déposés au Comité des enquêtes et étudiés par ce dernier. Parmi ces dossiers, 35 constituent un suivi des recommandations et 19 sont des rapports pour décision concernant une lésion de droit. Certains de ces dossiers sont encore actifs en date du 28 février 2022.

Les délais illustrés dans le tableau concernent 11 dossiers fermés par les membres du comité des enquêtes, les membres ayant pris note de la mise en œuvre des recommandations ou des mesures correctrices mises en place.

Il est important de préciser qu'une fois la décision rendue par le comité des enquêtes, à l'étape du suivi de la mise en œuvre des recommandations par le mis en cause, le délai n'est plus sous la responsabilité unique de la Commission, les mises en cause étant responsables de la mise en œuvre de ces dernières au sein de leur organisation ou leur établissement.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

| CATÉGORIE D'EMPLOI | EFFECTIFS PERMANENTS 2021-2022 | EFFECTIFS EN PLACE (POSTES OCCUPÉS) |
|--|-----------------------------------|--|
| PERSONNEL D'ENCADREMENT | | |
| CONSEILLER CADRE STRATÉGIQUE | 1 | 1 |
| DIRECTEUR | 10 | 10 |
| DIRECTEUR ADJOINT | 0 | 0 |
| TOTAL | 11 | 11 |
| PERSONNEL PROFESSIONNEL | | |
| AGENT D'INFORMATION | 3 | 4 |
| AGENT ÉDUCATION-COOPÉRATION | 6 | 6 |
| ANALYSTE DE LA GESTION DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS | 4 | 4 |
| ANALYSTE EN INFORMATIQUE | 4 | 4 |
| CHERCHEUR | 6 | 6 |
| CONSEILLER À L'ÉVALUATION | 8 | 11 |
| CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ | 7 | 7 |
| CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | 3 | 3 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 22 | 24 |
| COORDONNATEUR | 11 | 11 |
| ENQUÊTEUR | 25 | 34 |
| MÉDIATEUR | 4 | 5 |
| TOTAL | 103 | 119 |
| PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS | | |
| AGENT DE BUREAU, CLASSE NOMINALE | 1 | 1 |
| AGENT DE BUREAU, CLASSE PRINCIPALE | 9 | 12 |
| BIBLIOTHECHNIEN | 1 | 1 |
| SECRÉTAIRE | 2 | 3 |
| TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION | 9 | 10 |
| TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION PRINCIPAL | 1 | 1 |
| TECHNICIEN EN ADMINISTRATION | 15 | 15 |
| TECHNICIEN EN ADMINISTRATION PRINCIPAL | 3 | 3 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION | 3 | 4 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION PRINCIPAL | 1 | 1 |
| TECHNICIEN EN RECHERCHE | 2 | 2 |
| TECHNICIEN PRINCIPAL EN PERSONNEL | 1 | 1 |
| TOTAL | 48 | 54 |
| GRAND TOTAL | 162 | 184 |

